

WÈRGU YARAM

Le magazine du Bureau de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

N°1 Décembre 2023

DAKAR...



 **ONUSIDA**



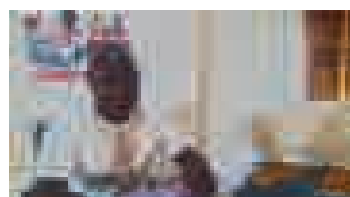
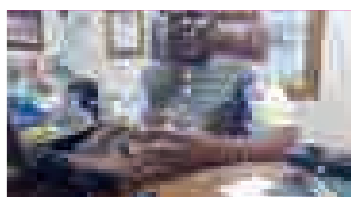
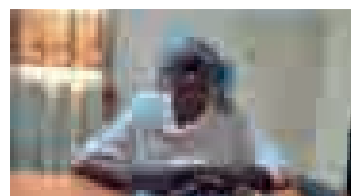
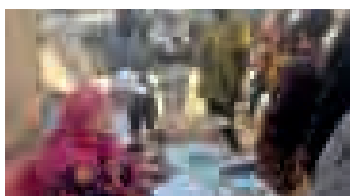
Table des MATIÈRES



ACTU NEWS:

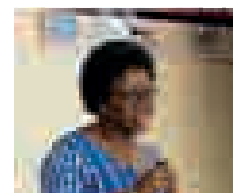
Les communautés en action P : 5

En Algérie - Au Benin - Au Burkina Faso - Au Burundi - Au Cameroun - Au Congo - En Côte d'Ivoire - Au Gabon - En Guinée - En Guinée Equatoriale - Au Maroc - Au Mali - En Mauritanie - Au Niger - En République Démocratique du Congo - Au Sénégal - Au Tchad - Au Togo



Parole d'expert : P : 42

Mme Helène Badini
Conseillère régionale Egalite et Droit pour tous

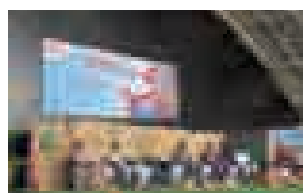


Le leadership aux Communautés

Rapport ONUSIDA P : 43

Célébrations Journée Mondiale du Sida

P : 44



EDITORIAL



Berthilde Gahongayire
Directrice Régionale Bureau de l'ONUSIDA
pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Communiquer ou périr ! Le slogan peut sembler exagéré mais c'est pourtant une réalité. Dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de lutte contre le Sida en Afrique de l'Ouest et du Centre, j'ai eu l'opportunité de répondre à une question récurrente lors de mes interviews : « Pourquoi après plus de quarante ans de lutte, le Sida continue de prendre des vies et les nouvelles infections continuent d'augmenter dans notre région ? » Chaque fois j'ai évoqué une raison différente. Pour cette édition 2023 de la journée mondiale du Sida, j'ai rappelé que les communautés qui sont à l'origine des plus grandes victoires dans la riposte au VIH, sont aujourd'hui laissées pour compte et constituent sans aucun doute le parent pauvre de la riposte au VIH dans nos pays.

Mais plus j'en parlais, plus je me rendais compte qu'il ne s'agissait pas seulement des communautés qui avaient perdu leur place sur la ligne de front, mais chacun de nous a un rôle à jouer, si nous voulons mettre fin au Sida d'ici à 2030. Un de ces rôles primordial est celui de la communication. C'est un fait : nous ne communiquons pas assez sur le VIH. Quarante ans plus tard, nombreux sont ceux qui ne savent pas que s'ils se font dépister, et se mettent sous traitement rapidement s'ils sont séropositifs, ils peuvent rendre leur charge virale indétectable et ne plus transmettre le VIH. Nombreuses sont celles qui ne savent pas que si elles se font dépister en début de

grossesse, et commencent leur traitement antirétroviral si elles sont séropositives, elles peuvent donner naissance à un enfant sain. Tellement de « si », parce que nous ne communiquons pas suffisamment ou pas du tout, si ce n'est à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du Sida.

Au Bureau Régional de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, nous avons donc décidé de nous associer au Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), pour lancer cette publication trimestrielle, qui vise à vous informer sur ce qui se passe dans la riposte au VIH dans notre région. Cette année comme je le disais tantôt, les communautés sont à l'honneur. Nous avons réservé la première place à ces groupements de femmes qui viennent en aide aux femmes vivant avec le VIH en Guinée Equatoriale, au Mali ou au Burkina Faso, à ces groupes de jeunes qui font de leur mieux pour que d'autres jeunes ne soient pas infectés par le VIH au Cameroun ou au Benin.

J'espère que comme nous, vous allez prendre plaisir à lire leurs histoires et saluer le leadership des communautés dans la lutte contre le VIH dans notre région.

Bonne lecture et Joyeuses fêtes de fin d'année !

Actu News

LES COMMUNAUTÉS EN ACTION



ALGERIE



Parcours de professionnels de la santé engagés

Par Chahreddine
BERRIAH

En début 2020, le nombre de Personnes vivant avec le Vih était de l'ordre de 22.000 en Algérie, dont 9.500 femmes et plus de 800 enfants de moins de 15 ans. Quinze mille patients sont soumis sous traitement antirétroviral. Et... le nombre de cas est toujours en ascension en Algérie. Nous avons recueilli les témoignages de trois d'experts de plusieurs régions du pays qui se sont investis dans la lutte contre cette maladie. Ils nous racontent leurs expériences...

« Je suis maîtresse assistante en maladies infectieuses depuis une dizaine d'années, j'ai une expérience de plus de vingt-cinq ans dans la riposte au VIH1. Durant cette période, j'ai assuré la fonction de médecin-chef des urgences pendant treize ans au sein de l'établissement hospitalier spécialisé en maladies infectieuses El-Kettar à Alger », soutient Amel Zertal. Actuellement, elle gère une consultation en maladies infectieuses en qualité de chef d'unité qui prend en charge également les Personnes vivant avec le Vih (PVIH). « Entre nous, médecins, nous parlons du « sida blanc » et du « sida noir ». Le sida blanc, ce sont les veuves, mariées, victimes ; et le sida noir, ce sont les autres. Moi-même, comme dans ma cohorte de patients, j'ai beaucoup de HSH (Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes), je suis stigmatisée par mes collègues qui disent : « Ah docteur Zertal, elle n'a que des HSH qui viennent ». Quand ils sont dans la salle d'attente, ils disent : « Ça c'est les malades de Zertal ! », confie-t-elle

Issu de la société civile, Othmane Bourouba milite en

faveur de l'engagement communautaire dans la réponse au Vih depuis 1993. « Une grande partie de mon parcours s'est faite au sein de l'association AIDS Algérie. J'ai bénéficié de beaucoup de formations spécifiques en planification stratégique, plaidoyer, études et recherches, développement et mise en œuvre de programmes spécifiques liés au Vih/Sida, en Algérie et à l'étranger », souligne M. Bourouba. Dans cette association, il a « coordonné la réalisation de la première étude bio-comportementale auprès des professionnelles du sexe en Algérie et l'étude Stigma Index (sur la stigmatisation des Personnes vivant avec le Vih) et trois études sur les « connaissances, attitudes et pratiques » en matière de santé reproductive/lst/Vih/Sida chez les jeunes et les populations clés ». Et, la mise en œuvre du programme de prévention combinée du Vih auprès des populations clés financé par le Fonds mondial lui est confiée depuis 2017.

Psychologue-clinicien de formation, Adel Zedda a commencé à travailler très tôt. « Même durant mes études



sur les populations qu'on appelle les « laissés pour compte », souligne-t-il. Selon lui, avant d'en arriver au Vih et aux Ist, il se posait « la problématique des grossesses hors mariage ». Ainsi, il a travaillé dans « la seule structure, à Alger, qui accueillait des mères célibataires, dans un contexte où on les rejetait ». C'est au début des années 1990 que M. Zedda a pris un poste de psychologue-clinicien. « Il y avait les problèmes de santé sexuelle et reproductive, il y avait le problème du Vih, au début des années 1990, on commençait à en parler ».

QUEL RÔLE JOUÉ PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE, SELON NOS INTERLOCUTEURS ?

Les trois spécialistes s'accordent à dire que les associations, nées en 1990, après le vote de la nouvelle constitution de 1989, étaient le prélude à l'émergence d'une élite qui a joué un rôle majeur dans ces progrès et elle est aujourd'hui un acteur clé de la riposte reconnu par les pouvoirs publics. Pour Adel Zeddou « il y a eu la création en 1998 de la première association de Personnes vivant avec le Vih (PVih) : El Hayet. C'était quelque chose d'extraordinaire et une première dans toute la région Afrique du Nord et Moyen-Orient. Des personnes se sont organisées pour créer une Ong qui a été agréée par l'État, c'était un moment très fort de la riposte au Vih en Algérie. Cette association a réellement marqué l'histoire de la riposte dans toute la région ; elle a permis, en 2005, que l'Algérie accueille la première réunion de PVih de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient, avec l'appui d'Onusida avec plus de cent personnes vivant avec le Vih et d'autres de la société civile et d'organisations internationales, venant de quinze pays de la région. La « déclaration d'Alger » a été signée conjointement, pour montrer l'engagement du pays en dehors du système de santé, par le ministre des Affaires religieuses et la présidente de l'association El Hayet ». Pour sa part, Othmane Bourouba estime que « la so-

ciété civile a joué un rôle prépondérant dans cette lutte contre le sida. Cela n'a pas été facile du tout, cela a même été très difficile dès le début, d'autant plus que nous parlons de sida, Dieu sait que c'était un mot vraiment tabou dans le contexte socioculturel de l'époque, encore aujourd'hui, mais dans les années 1990, c'était vraiment pesant, en tant que tabou. Mais nous avons pu, avec de la formation, de l'expertise, avec un discours culturellement adapté, gérer cette réponse qui a fait que des choses ont évolué, lentement certainement, mais positivement. La preuve aujourd'hui : le Sida n'est plus ce tabou qu'on pensait, qu'on disait. Il faut savoir aussi que nous avons fait beaucoup de campagnes de sensibilisation, de travail de terrain ».

Outre le travail important des associations, Amel Zertal a tenu à rappeler le rôle du ministère des Affaires religieuses qui « est très actif, sa représentation au sein du Comité national de lutte contre le Sida est très importante, il fait de la sensibilisation, il élabore des guides, il y a une action forte de la part de ce ministère... ».



BENIN



Deux journalistes partagent leurs expériences dans la lutte contre le Sida

Par
Michaël TCHOKPODO

Canal d'information pour le grand public, les médias jouent un rôle important dans la société. Au Bénin, ils sont considérés comme le quatrième pouvoir au regard de leur contribution au développement et de l'impact des productions qui y sont publiées ou diffusées. Sujet d'envergure, le Vih-Sida fait aussi partie des productions réalisées par les journalistes spécialistes des questions de santé.

En 2022, 25,6 millions de personnes vivaient avec le Vih dans la région africaine de l'Organisation mondiale de la santé (Oms). Le nombre total d'Africains vivant avec le Vih ou le Sida est maintenant de 25,3 millions. Une stagnation semble notée. Dès lors, les organismes comme l'Oms ou l'Onusida œuvrent, en partenariat avec les Etats à la réduction des nouvelles infections, des nouveaux décès, particulièrement ceux de la mère à l'enfant.

Plusieurs dispositifs de prise de charge sont mis en place auprès des communautés. Les associations, les Ong, les réseaux, de même que les médias jouent leur rôle pour arriver à endiguer le mal. Megan Valère Sossou est journaliste spécialiste de la santé avec plus de 8 ans d'expérience dans le domaine. « *Je contribue à la lutte contre le Sida en diffusant des informations précises et*

accessibles, sensibilisant le public aux enjeux, aux avancées médicales et aux défis persistants liés au Vih. La fréquence de mes productions sur le Sida varie, mais je m'efforce de maintenir une couverture trimestrielle pour tenir le public informé. Mon orientation éditoriale met l'accent sur la prévention, les histoires humaines liées au Vih », raconte-t-il.

A travers son média de presse écrite, Journal Santé Environnement, il donne du sens à la lutte à travers ses productions. C'est aussi le cas de Cécile Goudou Kpangon, journaliste des questions de santé et d'environnement. Dans sa quatorzième année de profession, elle fait des productions au moins une fois par mois sur le sujet.

« *Ma contribution à la lutte contre le Sida passe par*

la production de reportages, magazines, enquêtes et émissions que je fais sur la maladie. Mes travaux sont beaucoup plus orientés vers la sensibilisation à la prévention et la nécessité du dépistage. A travers ces productions, je donne la parole aux autorités sanitaires, aux différents acteurs de la lutte, aux personnes vivant avec le Vih, aux leaders d'opinion et aux jeunes. En croisant les points de vue, les messages de ces différentes catégories d'acteurs, je ressors des messages susceptibles d'amener les citoyens vers les bonnes pratiques en la matière », précise-t-elle.

RAPPORT AVEC D'AUTRES COMMUNAUTÉS

Le 1er décembre de chaque année, est organisée la journée mondiale de lutte contre le Sida. Cette date est souvent marquée par des productions audiovisuelles en ligne ou dans la presse écrite. Certains médias audiovisuels vont jusqu'à présenter des émissions, des magazines d'information sur des thématiques d'actualité.

Pour Cécile Goudou Kpangon, le rôle du journaliste dans la lutte contre le Sida doit aller au-delà de la production médiatique. Il peut même devenir le porteur du message de sensibilisation en mettant sa personne au service de ce message, devenir le visage de la lutte auprès de certaines cibles afin d'impacter davantage.

Mais au cours de leurs différentes productions, les journalistes doivent faire recours à d'autres communautés qui sont des personnes ressources pouvant répondre à leurs différentes questions. « Mon rapport avec les Ong, associations, réseaux d'Ong, religieux, et les femmes, porteuses ou non du Vih, est basé sur un accompagnement au niveau de la communication. Je collabore pour avoir accès aux informations fiables à traiter et à diffuser », confesse Valère Megan. Cécile Goudou aide aussi ces cibles en relayant leurs activités.



Au-delà de ses activités actuelles, Valère Megan considère que « le rôle du journaliste dans la réponse à la lutte contre le Sida doit inclure une amplification des voix marginalisées, une remise en question de la stigmatisation associée au Vih et un plaidoyer continu pour un accès équitable aux soins et à l'information ».



BURKINA FASO



Rev. Dr Didier Ouédraogo, un combattant infatigable contre le Sida

Par Bureima SANGA

Membre de la communauté évangélique, Rev. Dr Boukaré Didier Ouédraogo, est très actif dans la lutte contre le Sida au Burkina Faso. A travers Action Sida des Assemblées de Dieu du Burkina Faso (Asad), il enseigne des modules sur le Vih aux futurs pasteurs, lutte contre la discrimination, la stigmatisation et donne du réconfort aux PWih. Itinéraire d'un leader religieux qui a consacré sa vie à la lutte contre le Sida et la promotion du bien-être des populations.

Dans la réponse communautaire contre le Vih-Sida, le leadership du Rev. Dr Didier Ouédraogo est très remarquable. La prévention de cette épidémie se conjugue toujours au présent chez le sexagénaire. Coordinateur national de Action Sida des Assemblées de Dieu du Burkina Faso (Asad), il enseigne des modules sur le Sida qu'il a réussi à introduire dans le cursus de formation des pasteurs au Burkina Faso. Il s'offusque du fait que la jeunesse pense que le Sida n'existe plus ; par conséquent, elle baisse la garde. Il pense qu'il faut amener les gens à comprendre que le Sida est toujours d'actualité et peut toucher tout le monde, voire le corps pastoral. Son entourage lui reproche de parler toujours

du Sida qui « est maîtrisé ». Tout le monde doit prendre conscience et travailler, dit-il, pour que l'objectif de vaincre cette maladie d'ici à 2030 soit une réalité. Au Burkina Faso et dans la zone sahélienne, il n'est pas sûr que cet objectif soit atteint. Les comportements sexuels liés à l'insécurité sont en défaveur de l'objectif visé, des pouponnières sont remplies de bébés abandonnés par suite de viols de Personnes déplacées internes (Pdi), etc. « Je continue d'organiser des activités de sensibilisation des populations sur le Sida, bien qu'il n'y ait plus de financement. Je les réalise avec mes propres moyens. Vu mon dévouement pour la cause ; d'aucuns pensent que, moi-même, j'ai le Vih. Nous

aurons souhaité avoir toujours des appuis pour porter certaines de nos actions à une échelle plus large », informe-t-il.

Qu'à cela ne tienne, pasteur Ouédraogo a déjà élaboré son programme de formation du premier trimestre de l'année 2024 pendant laquelle il compte contribuer à former près de 400 pasteurs à la prévention du Sida, à la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des PWih, la contextualisation des groupes spécifiques, la bonne gestion de la sexualité dans le contexte du Vih/Sida.

Depuis 2002, ce pasteur, marié et père de cinq enfants avec quatre petits-fils, a contribué à former plus de 5 000 pasteurs au Burkina Faso à des modules portant sur la théologie mais également sur le Sida. L'objectif est de renforcer la capacité des pasteurs sur les modes de transmission, de protection du Vih/Sida et la défense des droits humains afin qu'ils servent de relais auprès de leur communauté.

Le pasteur fait la fierté des religieux dans la réponse communautaire contre le Vih/Sida. Surtout à l'Union des religieux et coutumiers du Burkina Faso pour la promotion de la santé et du développement (Urcb/Sd) dont la communauté évangéliste est membre. « C'est l'un des pionniers de la lutte contre le Vih dans la communauté évangélique. Il a travaillé à inscrire le module Vih dans le cursus de formation des pasteurs du Burkina Faso, module qu'il assure depuis plus de 20 ans. Beaucoup d'activités ont cessé faute de financement mais, lui, continue à faire ce qu'il peut », a déclaré le directeur exécutif de l'Urcb, Moussa Bambara.

D'OÙ EST VENU CET ENGAGEMENT ?

Membre d'une famille polygame avec plus de vingt enfants, le levier de son engagement farouche dans la lutte contre le Sida vient du fait qu'il a été une personne affectée par le Vih. La pandémie a emporté quatre de ses frères et une de ses sœurs, mais également sa fiancée d'alors avec laquelle il projetait de se marier. Mais il était contraint de se séparer de cette dame du fait du refus des parents de la fille pour des raisons familiales et plus tard, il découvre qu'elle est infectée.

« Nous savons que l'ignorance sur le Vih/Sida est très dangereuse, nuisible, destructrice et peut même empoisonner les relations familiales, pire décimer un bon nombre de personnes en son sein. C'est justement ce que ma famille a vécu, ce que j'ai vécu dans ma chair », regrette-t-il. En tant que leader religieux, il s'est posé la question : que faire pour réduire le taux d'infection dans sa famille et dans sa communauté ? Pour ce faire, il faut se former, même si cela doit se faire à ses propres frais et côtoyer certains pasteurs déjà pionniers dans le domaine.

Quelle est sa satisfaction dans le combat contre le Sida ? Sourire aux lèvres, il répond : « Je garde un triste souvenir des dégâts énormes causés par le Vih et d'autre part, je me réjouis d'avoir contribué, un tant soit peu, à

impacter les communautés au temps de cette crise profonde de la pandémie et même de nos jours ».

Le pasteur Didier Ouédraogo a une renommée hors du Burkina Faso. Il a été lauréat d'un trophée international qui lui a été décerné en décembre 2021 à New York aux Etats-Unis par Caribéen qui a une branche à la Maison Blanche. C'était en reconnaissance de son leadership avéré dans les sphères de la lutte contre le Vih/Sida, les services humanitaires et à travers de multiples efforts de développement économique et social en faveur des diverses communautés du Burkina Faso et d'ailleurs. Sur 24 nominés, il y avait six Africains et le pasteur Didier Ouédraogo est le seul et le premier francophone de l'Afrique de l'Ouest à recevoir cette distinction.

« Le pasteur Didier Ouédraogo nous rappelle encore que le ministère de Dieu est holistique. Cela doit amener tous les chrétiens à tenir compte du fait que si nous voulons mobiliser des âmes pour Dieu, nous devons aussi nous occuper du corps », a déclaré l'ancien maire de Ouagadougou, Simon Compaoré, invité d'honneur à la cérémonie de remise du trophée.

Pasteur Ouédraogo est aussi aumônier et juge de paix internationale, un titre obtenu à Dakar au Sénégal en octobre 2022.



BURUNDI



De jeunes séropositifs redonnent espoir à leurs pairs

Par Arsène Ngabirano

En 2004 a été créé le Réseau national des jeunes vivant avec le Vih/Sida (Rnj+). Son objectif est de mettre fin aux discriminations sociales et aux stigmatisations qu'endurent les jeunes séropositifs. Aujourd'hui, 19 ans après, le bilan est plutôt positif.

Année 2004. L'accès aux médicaments antirétroviraux est difficile. Dans la société, le Sida est encore considéré comme la bête noire, le monstre qui tue. Vivre avec, c'est comme vivre avec la mort. Les jeunes vivant avec le Vih/Sida sont victimes de toutes sortes de discrimination. La plupart d'entre eux sont orphelins. « Leurs familles d'accueil ont tendance à vendre leur héritage afin de pouvoir les prendre en charge. Par conséquent, quand ils grandissent, ils se retrouvent sans rien. Dans ces familles, certains ont leur propre assiette, leur propre gobelet. » déplore Marie Louise Inamahoro, jeune vivant avec le Vih et représentante légale du Rnj+ au Burundi.

C'est dans ce climat social que des jeunes vivant avec le Vih ont fondé un réseau national. En 2006, ce dernier est agréé pour travailler officiellement. Sa devise est « Solidarité-Espoir-Dévouement. »

DES RÉALISATIONS LOUABLES

Depuis, le Rnj+ s'est mis au travail pour amener les jeunes séropositifs à prendre le dessus sur leur statut et à comprendre qu'ils peuvent contribuer au développement du pays. « Nous remercions ceux qui nous ont précédés pour avoir continué à avancer contre vents et

marrées », déclare Marie Louise Inamahoro, représentante légale de Rnj+.

En 2013, ce réseau ouvre un centre des jeunes doté d'un espace de jeux et loisirs, d'une salle de documentation avec une bibliothèque connectée à l'internet. D'autres activités utiles aux jeunes y sont développées dont l'art et la couture. En 2016, un centre de dépistage volontaire du Vih est mis en place. En mars 2020, un centre holistique de prise en charge du Vih est ouvert sous le nom de « Holistic Youth Center Juste Saint Rachel ». Il est géré par des jeunes afin de permettre à ceux qui viennent y trouver de l'aide de se sentir à l'aise.

Selon Audrey Inarukundo, Directrice Exécutive de Rnj+, ce centre est aussi venu pallier le mauvais accueil parfois réservé aux séropositifs dans les centres publics ; ce qui, par conséquent décourageait les jeunes et faisait qu'il y ait un taux croissant d'inobservance.

Le Rnj+ participe à la sensibilisation et à la prise en charge des jeunes afin de faire la sensibilisation pour changer la mentalité des gens par rapport à la maladie. Cela se fait à travers les témoignages que les membres de ce réseau font en se basant sur leur propre expérience.

Malgré qu'au Burundi les nouvelles infections restent dominantes chez les adolescents et les jeunes, Marie Louise Inamahoro se dit satisfaite des progrès obtenus jusque-là dans la prévention et la lutte contre le Vih/Sida d'une manière générale.

DES FORUMS NATIONAUX DE GUÉRISSEURS ET BOOSTERS

Depuis 2017, le Rnj+ organise des forums nationaux des jeunes vivant avec le Vih/Sida. C'est une occasion pour ces derniers de rencontrer d'autres jeunes comme eux. « Avant de me présenter au forum, moi je croyais que j'étais la seule personne vivant avec le Vih/Sida » s'est exclamé Robert (pseudo) après avoir rencontré

plusieurs autres jeunes vivant avec le Vih/Sida dans un des forums.

C'est à travers ces rencontres que le Rnj+ a pu atteindre les jeunes qui ne vivent pas à Bujumbura, la capitale économique. C'est ainsi que le Rnj+ a pu se répandre dans tout le pays à partir de Bujumbura. « Nous avons plusieurs témoignages des participants à ces forums qui se sont engagés au développement après avoir participé à un forum, car nous ne leur parlons pas seulement de la santé sexuelle et reproductive. Nous leur apprenons aussi l'autonomisation socioéconomique », déclare Inamahoro.

QUID DES DÉFIS ?

Malgré toute la bonne volonté du Rnj+ pour amener les jeunes avec le Vih/Sida à se sentir indispensables, certains éprouvent toujours des difficultés à adopter une vie positive face au Vih. « Certains ont du mal à s'adresser à notre centre de prise en charge. Nous sommes obligés de les prendre en charge à domicile, car nous comprenons cette étape de la vie qu'ils traversent. Nous aussi avons traversé cette période de non acceptation de soi », reconnaît Inamahoro.

En plus, Marie Louise déplore le cas de certains jeunes qui, après avoir su qu'ils ont une charge virale indétectable arrêtent leur traitement et subissent une rechute quelques jours après. « Nous demandons aux médecins de toujours bien expliquer aux gens de quoi vraiment il s'agit afin d'éviter que certains tombent dans l'indiscipline et rechutent », insiste Inamahoro.

Marie Louise Inamahoro estime que le besoin actuel de Rnj+, c'est d'avoir plus de locaux dans tout le pays pour pouvoir subvenir aux besoins des jeunes en matière de prévention et d'accompagnement des jeunes vivant avec le Vih/Sida.



CAMEROUN



L'Art thérapie au cœur des initiatives de l'Apev

Par Prince Mpondo

L'engagement communautaire est une composante essentielle dans la lutte contre le Vih/Sida au Cameroun. En plus des travailleurs de proximité attachés aux organisations communautaires de base (Ocb), l'on note la forte implication des réseaux de Pwih à l'instar de l'Association des personnes vulnérables (Apev) qui multiplie les stratégies pour une meilleure prise en charge des Personnes vivant avec le Vih (Pwih).

L'accès aux Antirétroviraux (Arv), l'observance du traitement et la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des Personnes vivant avec le Vih (Pwih). Ce sont là autant de domaines dans lesquels intervient l'Association des personnes vulnérables (Apev) en milieu communautaire au Cameroun. Avec une prévalence du Vih évaluée à 2,6% dans la population générale, le Cameroun connaît des avancées dans la lutte avec, cependant, de nombreux défis à relever. La distribution des Arv dans la communauté, qui devrait contribuer à réduire significativement la charge de travail dans les formations sanitaires (Fosa), tout en améliorant la qualité de la prise en charge des patients, n'est pas encore généralisée.

L'adhésion des patients reste un problème majeur. Par conséquent, la résistance aux médicaments augmente rapidement, en particulier chez les enfants et les adolescents, dont beaucoup ont besoin d'un traitement de deuxième ou de troisième intention.

Face à ces défis, l'Apev, une association de jeunes vivant avec le Vih, basée à Yaoundé, au Cameroun, apporte sa modeste contribution à travers diverses actions allant du plaidoyer en direction des autorités, à l'amélioration des connaissances des communautés sur le Vih/Sida, en passant par l'éducation par les pairs pour l'observance du traitement antirétroviral.

Bruno Baha, un jeune âgé de 28 ans et vivant avec le Vih depuis sa naissance est le promoteur de cette association créée en 2019. Il soutient que la pair éducation est la meilleure stratégie à mettre en place pour amener les jeunes et les adolescents à être observant. « Vivre et construire sa vie avec le Vih n'est pas facile de même que prendre son médicament au quotidien et à la même heure. Les progrès ont été observés au niveau du nombre de médicaments à prendre par jour passant de 5 comprimés il y a quelques années à un seul par jour maintenant », explique-t-il. Mais, précise-t-il, « beaucoup de jeunes affectés par le Vih ne comprennent toujours pas pourquoi il est important de prendre convenablement son traitement ». Et d'ajouter : « l'observance permet de neutraliser le virus et de le rendre indétectable, tandis que l'inobservance entraîne des complications qui induisent parfois le changement de protocole avec le passage de la première ligne à la 2e, voire à la 3e avec tout ce que cela entraîne comme difficultés ».

Pour faire passer ce message aux cibles, l'Apev déploie plusieurs stratégies de communication parmi lesquelles les pièces de théâtre qui mettent en exergue le rôle des Arv. Pour cette association, cette stratégie est une véritable solution pour vaincre le Vih/Sida. C'est cette approche par la paire-éducation que l'Apev a dénommée « l'Art thérapie », une manière de montrer comment l'Art peut être mis à contribution pour trouver des solutions à un problème de santé publique.

LE VIH N'EST PAS UNE FATALITÉ

Selon Bruno Baha, cet engagement, qui s'inspire des situations peu reluisantes vécues avec la maladie, vise à aider ses pairs à ne pas subir les mêmes expériences. Il est aussi question, selon lui, d'aider ces jeunes à bâtir leur vie et surtout à comprendre que le Vih n'est pas une fatalité. On peut être infecté et vivre sa vie comme des personnes séronégatives.

En dehors du plaidoyer pour le respect des droits humains liés au Vih, l'Apev travaille aussi dans les formations sanitaires où elle aide les Assistants psychosociaux (Aps) à encadrer les patients, en faisant de l'éducation thérapeutique et en effectuant des visites à domicile si nécessaire pour les dépannages communautaires en Arv.

Cette association des jeunes vivant avec le Vih au Cameroun apporte également sa contribution à la riposte à travers les activités inter formation sanitaire, notamment, les partages d'expériences, les Quizz sur le Vih/Sida, les activités sportives avec pour objectif d'améliorer la santé mentale des patients, en renforçant les liens entre les pairs et en leur faisant comprendre qu'ils ne sont pas seuls. Cela permet de lutter contre l'auto-stigmatisation qui est parfois très préjudiciable aux patients.

SOUTIEN ET ENCADREMENT DE PLUS DE 100 JEUNES

Pour l'instant, 50 membres de cette association ont été formés sur diverses problématiques liées au Vih/Sida. Leurs interventions ont permis jusqu'ici de soutenir et d'encadrer plus de 100 jeunes vivant avec le Vih dans les régions du Centre, du Littoral et de l'Ouest. L'Apev déploie ses activités dans ces localités en collaboration avec les autorités sanitaires et avec l'appui des partenaires comme Georges Town, une Ong américaine qui soutient le suivi des patients.

Au rang des difficultés, Bruno Baha évoque la discrimination notoire à l'égard des PwVih et l'accès aux financements. Sur la table de l'association actuellement, se trouve le projet de la 3e pièce de théâtre qui met en conflit l'armée Arv et le terroriste Vih. Le Jeune Baha et son équipe cherchent activement des partenaires pour leur permettre de réaliser ce projet qui, à sa lecture, se présente comme un support de sensibilisation pour soutenir les messages sur l'observance du traitement antirétroviral.



REP. DE CONGO



Le Renapc, un acteur majeur dans la lutte contre le Sida

Par
Wilfrid DIANKABAKANA

Le Réseau national des associations de Personnes vivant avec le Vih et les populations clés du Congo (Renapc) est une plateforme associative, dont le siège est à Brazzaville. Elle regroupe 25 associations et travaille également en partenariat avec d'autres organisations.

Basé au Congo, précisément dans la capitale Brazzaville, où se trouve son siège, le Réseau national des associations de Personnes vivant avec le Vih et les populations clés du Congo (Renapc) est un acteur majeur dans le cadre de la riposte au Vih. Il participe à l'élaboration des stratégies, notamment dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de toutes les actions au Congo.

Depuis plusieurs années, le taux de (prévalence) séropositivité au Vih et à la tuberculose est en nette augmentation en République du Congo, et c'est la population jeune qui en paie le lourd tribut.

Des données du ministère de la Santé et de la Population montrent que les nouvelles infections au Vih/Sida sont dominantes en milieu juvénile avec une augmentation considérable depuis 2012.

Dans le rapport publié en 2022 par l'Onusida intitulé « *Danger* », la République du Congo et la Guinée équatoriale ont le taux de prévalence le plus élevé en Afrique de l'ouest et du Centre. « Le Congo est en tête des nou-

velles infections auprès des jeunes en Afrique de l'Ouest et du Centre », affirme Jean-Pierre Mahoungou, Directeur exécutif du Renapc. « *Le taux de prévalence très élevé auprès des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes est à 41%, contre 9% chez les professionnels de sexe* », a-t-il ajouté.

LES ACTIONS DE TERRAIN

Dans leur travail au quotidien, au regard du taux très élevé de prévalence, le réseau a mis des stratégies pour sensibiliser, éduquer les populations cibles et à risque. « Dans le cadre de la lutte contre le Sida, nos interventions sont orientées vers ces populations cibles et à risque grâce au financement du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et qui a comme bénéficiaire principal le Pnud », a-t-il déclaré, soulignant qu'ils accompagnent l'organisation américaine Labyrinthe « dans le cadre des activités comme le dépistage en communauté, comme le suivi des personnes qui sont sous traitement dans les hôpitaux militaires, y compris l'éducation thérapeutique ».

Cette activité entre dans « la riposte au Vih-Sida de la force publique congolaise, qui est financée par le département américain de la défense et implémenté au Congo par une organisation américaine qu'on appelle labyrinthe », explique le directeur exécutif du Renapc. Ainsi cette organisation a mené plusieurs actions auprès des populations. « Nous avons apporté ce qu'on appelle le dépistage communautaire. Nous savons que le premier frein dans notre pays, c'est l'accès au dépistage. Les membres de la communauté sont formés pour faire le dépistage dans leur communauté. Donc, on a rapproché les services de dépistage dans les communautés ». Jean-Pierre Mahoungou se réjouit des résultats obtenus après moult démarches afin de permettre aux personnes de s'autotester. « *Nous nous sommes battus pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché des deux autotests, un nouvel outil de prévention. Une personne peut s'auto tester à la maison, mais s'il y a des doutes, cette personne finira toujours par aller vers les services de santé pour confirmation* ».

En énumérant les actions du réseau menées grâce au financement du Fonds mondial le Directeur exécutif du Renapc déclare : « *Nous intensifions nos activités à l'endroit des populations qui ont le taux de prévalence très élevée, notamment les jeunes et adolescents, les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes qui représentent 41%, les professionnels de sexe qui font 9%. Nous faisons aussi la sensibilisation dans les écoles en partenariat avec les ministères qui ont en charge de l'enseignement, une façon pour nous d'apporter notre modeste contribution pour accompagner l'Etat dans le cadre de la riposte au Vih* ».

« *Aux côtés des activités qui sont menées figurent aussi l'approche qu'on appelle « Mother to mother » dont les*

femmes vivant avec le Vih, et ayant une expérience de la procréation, partagent leurs expériences à d'autres qui sont nouvellement infectées. Cette approche commence à donner des résultats très intéressants. Ça aussi, c'est grâce au fonds mondial », nous renseigne Jean Pierre Mahoungou

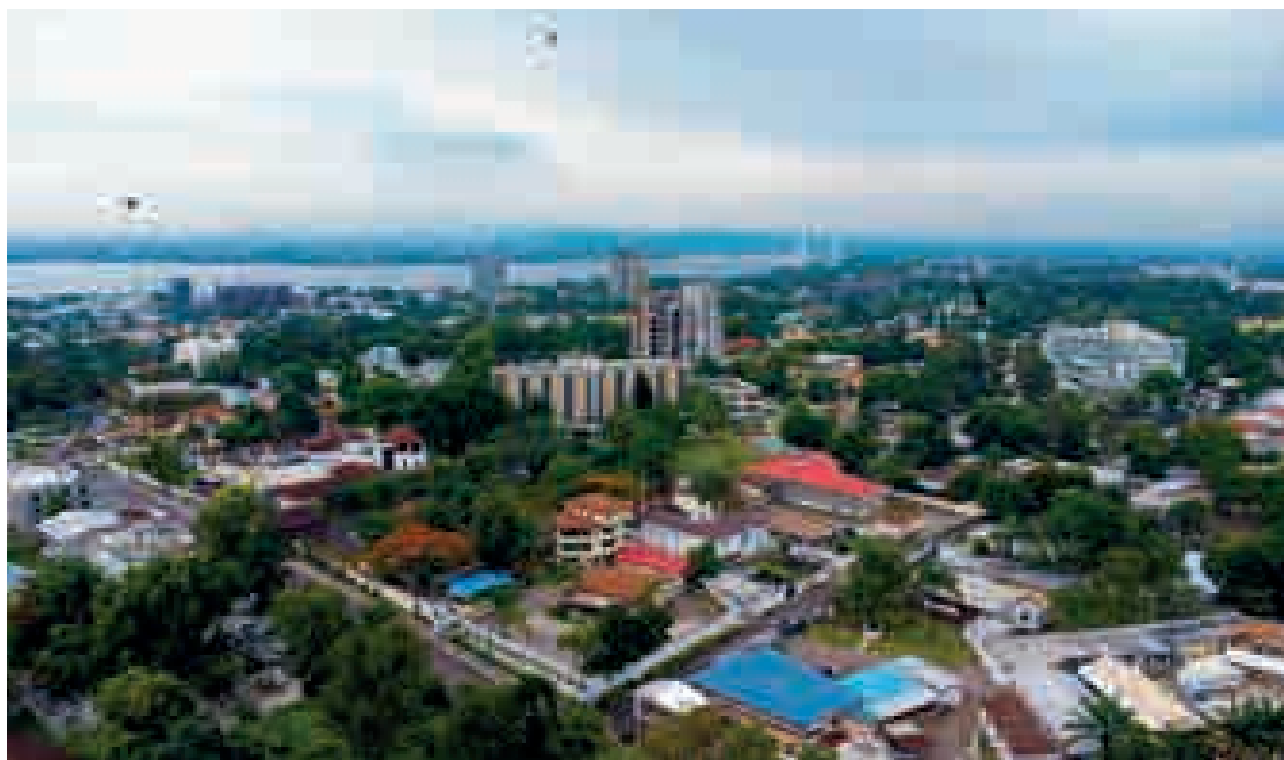
L'APPORT DE L'ETAT ENVERS LE RENAPC

Selon lui, « Dans le cadre des obligations régaliennes de l'Etat, il assiste le réseau à travers les structures étatiques mises en place pour accompagner des communautés dans la lutte contre le Vih-Sida et d'autres maladies, notamment le PnlS, le CnlS ».

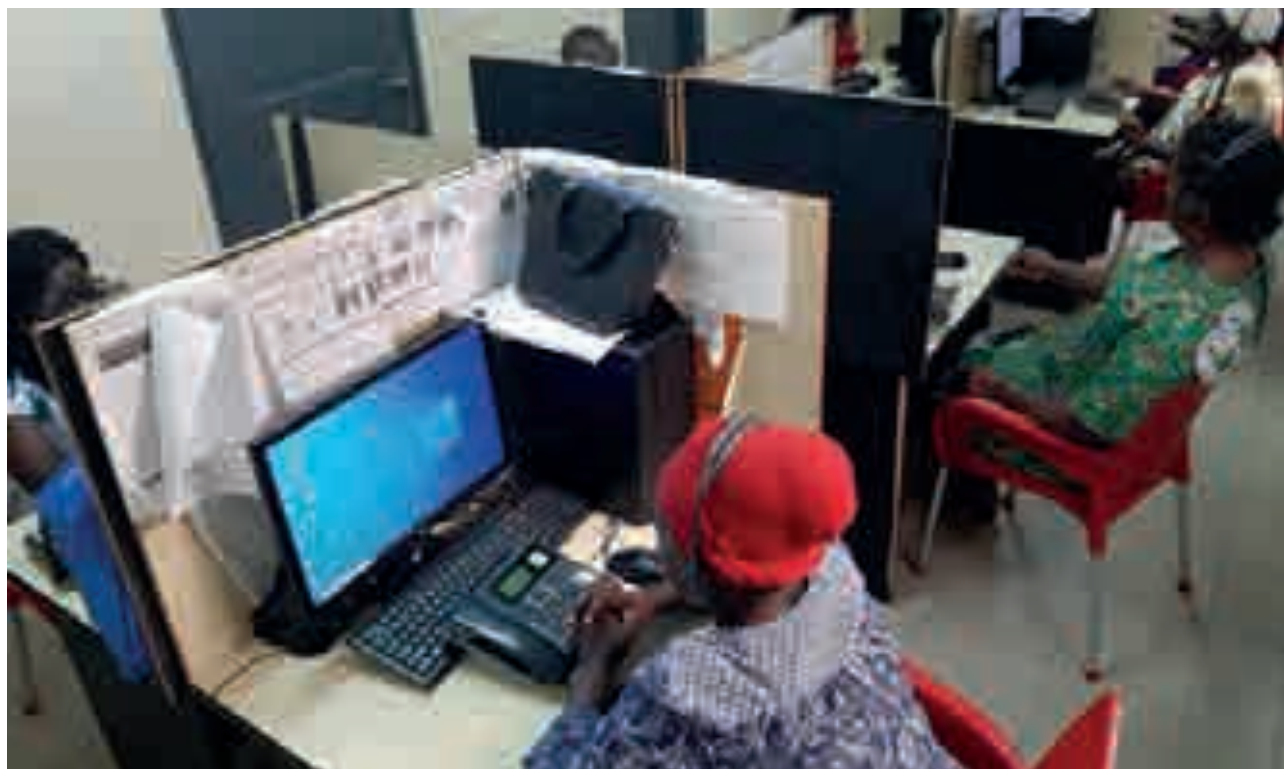
PARTENARIAT ENTRE RENAPC ET L'ONUSIDA

Jean Pierre Mahoungou se satisfait du niveau de collaboration existante entre le réseau et l'agence onusienne. « *Nous avons bénéficié directement de l'appui de l'Onusida. Actuellement elle n'a pas de bureau de représentation au Congo comme dans beaucoup de pays. De notre côté, nous sommes en contact avec le Point-Focal à Dakar où nous pouvons adresser nos requêtes directement* », explique-t-il.

En conclusion, Jean-Pierre Mahoungou lance un appel à l'endroit des communautés : « Nous pouvons changer les choses à partir des communautés. C'est à elles de prendre les choses à bras le corps, de s'approprier les initiatives, car seul, nous ne pouvons pas y arriver. C'est comme ça que le changement pourrait arriver. Je crois au changement, et je crois qu'on peut renverser la tendance ».



CÔTE D'IVOIRE



Ruban Rouge et sa Ligne Info Sida 106 changent la donne en Côte d'Ivoire

Par Coulibaly Zié Oumar

« Véritable outil de prévention », la ligne Info Sida 106, mise en place par l'Ong Ruban Rouge en Côte d'Ivoire, contribue à la réponse au Vih-Sida. Ainsi a-t-elle permis de réduire le nombre de nouvelles infections liées au Vih/Sida, surtout chez les jeunes.

Si « la Côte d'Ivoire est en train de contrôler l'épidémie du Vih » comme l'assure Prof. Ehui Eboa, le directeur-coordonnateur du Programme national de lutte contre le Sida (PnlS) du pays, au cours de ses diverses interventions, c'est certainement aussi, grâce au travail de fourmi mené, depuis des décennies, par les associations communautaires. Parmi elles, l'Ong Ruban Rouge. Une organisation qui existe depuis le 1er juin 1994, selon Alain Michel Kpolo, son directeur exécutif que nous avons rencontré, dans son bureau à l'ex-Rue Princesse, à Yopougon, (la plus grande commune de Côte d'Ivoire). Une rue longue d'environ 2 km qui s'était rendue célèbre pour sa générosité en gastronomie, alcool, musique et sexe en abondance qu'elle offrait à ses visiteurs tous les soirs.

Ruban Rouge, « essaie d'offrir une prise en charge op-

timale et d'apporter des soins de qualité et de proximité à la population », assure Alain Michel Kpolo entouré, à l'occasion, de deux de ses collaborateurs, à savoir Mme Yayo Djoman Euphrasie Céline épouse Dizo, coordonnatrice de la ligne Info Sida 106 et de M. Kouassi, conseiller de la ligne Info Sida 106. L'Ong dispose de deux entités : le centre de documentation et d'information sur le Sida et le centre de prise en charge des Personnes vivant avec le Vih qui a été créé le 11 février 1997.

Dans ses domaines d'intervention (prévention, conseil et dépistage volontaire du Vih, prise en charge des Ist et du Vih, promotion de la santé sexuelle et reproductive, planification familiale, lutte contre les VBG...), Ruban Rouge est en charge de la gestion de la ligne gratuite Info Sida depuis le 1er décembre 2001. « Cette ligne a connu une migration : la première qui était une ligne accessible par



le téléphone fixe, le 800 00 400 a cédé sa place à une seconde ligne d'urgence en 2011 avec le numéro d'urgence 106, accessible à tous les réseaux de téléphonie mobile et fixe », explique le directeur exécutif.

MIEUX S'INFORMER ET GRATUITEMENT

En quoi consiste la ligne Info Sida 106 ? Avec ses 16 téléconseillers, la ligne Info Sida 106 permet de répondre aux différentes questions de toute la Côte d'Ivoire du lundi au samedi : de 9h du matin à 20h du soir. « Nous avons deux groupes coordonnés par Mme Dizo qui travaillent de façon journalière en raison de 5 heures/jour. Le premier groupe monte le matin à 9 heures et descend à 14h30. Et de 14h30 à 20h pour la seconde équipe de 8 personnes sur 16 », renseigne Alain Michel Kpolo. « La ligne Info Sida 106 est un véritable outil de prévention dans la lutte contre le Sida et les autres pandémies », a poursuivi, de son côté, Mme Dizo, coordinatrice de la ligne Info Sida 106. Selon elle, grâce à cette ligne, Ruban Rouge accompagne « les populations ivoiriennes à comprendre et mieux gérer les problèmes d'ordre sanitaire par l'information et le référencement vers les services spécialisés à travers la relation d'aide à distance (RAD) ». Dans le détail, la coordinatrice de la ligne Info Sida 106 estime que les jeunes et les adultes arrivent à renforcer leurs connaissances sur les Ist, le Vih, le Sida et les autres pandémies. Par conséquent, elle « contribue de façon significative à la réduction de la propagation des Ist/Vih/Sida au sein de la population ivoirienne et des jeunes en particulier ». La ligne Info Sida a aussi permis aux appelants, à en croire Mme Dizo, de mieux s'informer, de façon gratuite, [quel que soit le réseau de téléphone utilisé] sur la pandémie de la Covid-19. « Nos téléconseillers interviennent sur diverses questions liées à la santé. Ils écoutent, informent, conseillent et orientent les appelants vers les structures de prévention et de prise en charge des Vbg (Violences basées sur le genre), par exemple. Ils apportent un soutien psychologique aux appelants, font la promotion du conseil-dépistage, de l'autotest et de son utilisation auprès des appelants », développe la coordinatrice. Le tout en toute confidentialité, assure-t-elle.

RÉDUCTION DES NOUVELLES INFECTIONS

Quel est l'impact de cette ligne sur la communauté ? Pour Mme Dizo, c'est un véritable outil de prévention. Car elle épargne le déplacement aux populations et leur évite une confrontation directe avec les professionnels de santé. « Il s'agit de deux facteurs pouvant créer une certaine réticence à fréquenter les centres de santé », croit-elle.

L'autre impact, selon elle, sur la communauté, c'est que la ligne Info Sida 106 « contribue, selon sa vocation, à la réduction du nombre de nouvelles infections par l'amélioration des connaissances des populations en matière d'Ist/Vih/Sida et autres ». En effet, selon le ministère de la Santé de Côte d'Ivoire, les nouvelles infections au Vih ont baissé de 66 % en fin 2022. Certainement, un lien avec le fait que la plupart de ceux qui appellent le plus sur la ligne Info Sida, selon Ruban Rouge, sont les jeunes de 15 à 24 ans. Ce qui ravit Alain Michel Kpolo, car, « les jeunes, c'est l'avenir ».

D'où l'importance de cette ligne qui doit, selon le directeur exécutif de Ruban Rouge, être préservé. « Nous recevons 200 appels en moyenne par jour. Soit 5 000/ mois », témoigne-t-il.

Mme Dizo, qui milite pour la modernisation du matériel de travail que sont les téléphones, d'appuyer : « 20 % des appels viennent d'Abidjan, le reste de l'intérieur du pays ».

C'est pourquoi, tout en remerciant les bailleurs de fonds de son Ong comme le Fonds national de lutte contre le Sida (Fnls), le Fonds mondial via le Réseau des personnes vivant avec le Vih (Rip+), l'Onusida, il les appelle à continuer pour ne pas laisser la ligne disparaître. « Nous voulons continuer la collaboration avec les différents partenaires afin d'avoir un financement permanent. Voire être une ligne d'utilité publique. Parce que ce que fait la ligne est très capital : donner une information juste et fiable, c'est contribuer au bien-être des personnes. Notre ligne est un défi à la communauté. Parce qu'aujourd'hui, il se dit que les Ong existent, mais est-ce qu'elles contribuent à la lutte contre Sida ? Nous avons démontré à travers cette ligne que oui. Cette ligne n'a jamais fermé depuis sa création en 2001 avec ou sans financement », soutient Alain Michel Kpolo.



GABON



L'Ong Jess engagée pour une jeunesse sans Sida

Par Sybille Mengue

Mise en place par des pairs éducateurs jeunes, après une formation sur l'éducation sexuelle et reproductive, à Libreville, au Gabon, entre 2016 et 2017, l'Ong Jeunesse, éducation, santé, sexualité (Jess) n'a, pour ses premières heures, qu'un objectif majeur : sensibiliser le plus de jeunes possible sur l'ensemble du territoire national pour faire régresser la courbe ascendante des jeunes infectés au Vih. Mais c'est en 2020 qu'elle a pris un tout autre virage...



L'amour de la communauté et le leadership de Yann Stephen Otsika Ngongo, Président de l'Ong Jeunesse, éducation, santé, sexualité (Jess) et des membres du bureau ont donné naissance aujourd'hui à une centaine de jeunes relais pairs éducateurs (filles et garçons) dans différents établissements scolaires de Libreville, la capitale gabonaise. Ils sensibilisent leurs camarades sur le Vih/Sida, les Ist, les grossesses précoces, etc. « C'est pour nous une véritable fierté et cela nous motive à intensifier davantage notre cause sur le terrain », soutient Yann Stephen.

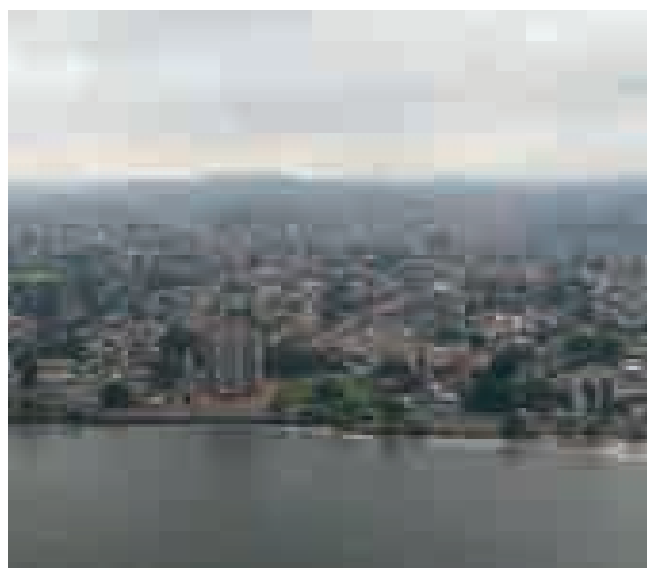
Mais cette force que connaît aujourd'hui l'organisation, apparaît en 2018 lorsqu'ils lancent le concept « Oser pour un avenir sans Sida ». S'ensuivra Jeunesse sans Sida, première dénomination de l'Ong qui connaîtra un écho favorable auprès des autorités locales et ce grâce à une caravane de sensibilisation sur le Vih/Sida auprès

des jeunes. « À cette époque, nous voulions être un lanceur d'alerte auprès des jeunes, des adolescents qui représentaient la tranche d'âge la plus infectée. C'était notre premier défi, en tant que jeunes et pairs éducateurs. Nous voulions leur donner les informations nécessaires afin que ces derniers aient une sexualité responsable », renchérit le Président de l'Ong Jess.

Face aux réalités locales, c'est en 2020 que Jeunesse sans Sida devient Jeunesse, éducation, santé, sexualité (Jess) pour un plus grand impact auprès de ses cibles. Les objectifs poursuivis sont de faire la promotion de la santé sexuelle et reproductive auprès des adolescents, des jeunes et des populations difficiles, de même qu'auprès des Personnes vivant avec un handicap. Défi relevé avec brio. Les jeunes se tournent de plus en plus vers cette organisation pour recevoir des informations et soins nécessaires.

Lauréate du Fonds Piscca 2023 de l'Ambassade de France au Gabon et Saô Tomé - et- Príncipe, détentrice d'un Certificat de reconnaissance de l'Onusida Gabon dans le cadre de la lutte contre le Vih/Sida, ou encore d'un Certificat d'Honneur de l'organisation internationale Sud-Coréenne, Iyf, pour les initiatives visant à promouvoir la Santé sexuelle et reproductive des adolescent (e)s et des jeunes et d'un Avis de reconnaissance technique du Ministère de Santé et des Affaires sociales, l'impact de l'Ong Jess a marqué les esprits. « Nous sommes fiers du chemin parcouru. Mais nous savons que la route est encore longue et nous sommes déterminés dans la lutte », souligne Yann Stephen.

Composée d'une dizaine de membres, constituant son bureau, Jess compte également en son sein des accompagnateurs, des psychologues pour un meilleur suivi des personnes sensibilisées. Ils sont tous engagés dans la prévention du Vih/Sida, des grossesses précoces, Ist, violences, de la sexualité précoce et de l'hygiène menstruelle.



GUINÉE



KADIATOU BALDE DIALLO,
PRESIDENTE DU RESEAU
GUINEEN DES PERSONNES
VIVANT AVEC LE VIH

Par Moussa Iboun
KONTE

*« Les patients de l'intérieur du pays
n'ont pas accès aux soins »*

Même si des améliorations sont notées dans la prise en charge du Sida en Guinée, les Personnes vivant avec le Vih (PwVih), habitant hors de la capitale, semblent laissés en rade. Le constat est de Kadiatou Baldé Diallo, présidente du Réseau Guinéen des Personnes vivant avec le Vih et affectées par le Vih (Regap+). Ainsi invite-t-elle les pouvoirs publics à « rendre les soins accessibles à toutes les PwVih, quelle que soit leur zone d'habitation ».

Les réseaux des Personnes vivant avec le Vih et affectées par le Vih s'échinent à aplanir les difficultés qui les assaillent de toutes parts à l'image du Réseau Guinéen des Personnes vivant avec le Vih et affectées par le Vih (Regap+). Ainsi l'accès aux soins ne figure pas parmi les difficultés pour les patients habitant dans les villes guinéennes. Un ouf de soulagement pour la Présidente du Regap+, Kadiatou Baldé, même si les défis demeurent. « Certes, il y a beaucoup d'amélioration pour les patients de la capitale, Conakry, mais ceux des provinces n'ont pas accès aux médicaments par manque d'information sur la gratuité des soins au niveau des structures de santé ». D'après elle, l'intérieur du pays est presque laissé en rade. « Nous rentrons d'une mission de supervision de haut niveau à l'intérieur du pays, mais les constats sur le terrain sont amers. Les Personnes vivant avec le Vih (PwVih) n'ont point accès aux soins. Le problème est lié au déficit de communication entre la Pharmacie centrale de Guinée (Pcg), les structures de santé et les prestataires de services dans les régions administratives du pays », souligne-t-elle. De ce fait, elle invite les pouvoirs publics et ses divers partenaires au développement dans la riposte au Vih à rendre les soins accessibles à toutes les PwVih, quelle que soit leur zone d'habitation. « Tant que toutes les PwVih n'ont pas accès aux médicaments, nous déclarons qu'il y a la "Rupture de médicaments" », lance-t-elle.

Le Regap+ est également sur le front de la prise en charge psychosociale des malades, mais aucune de ses initiatives n'a eu le soutien escompté ni auprès des pouvoirs publics ni auprès des partenaires « Il faut reconnaître que les associations se battent à Conakry et à l'intérieur du pays pour la prise en charge psychosociale des patients. Mais ces volontaires, qui sont les mieux indiqués pour assumer un tel rôle, sont défavorisés à cause de la perception que les pouvoirs publics ont de ces activités-là ».

À l'intérieur du pays, ce sont les infirmiers, les jeunes volontaires et les personnes recommandées qui font le travail de prise en charge psychosociale en lieu et place des pairs éducateurs.

Malgré cela, les différents réseaux et associations de PwVih ne s'avouent pas vaincus. « Nous nous battons pour la prise en charge psychosociale des patients en menant des campagnes de sensibilisation au niveau des médias avec des témoignages à visage découvert grâce à l'appui des partenaires, notamment l'Ong française 'Médecins Sans Frontières'. Tout cela motive les autres à aller faire leur test de dépistage volontaire », renseigne Kadiatou Baldé. De même, la stigmatisation et la discrimination des PwVih

constituent un véritable facteur de blocage dans la lutte contre le Vih en République de Guinée. Mme Diallo estime que le fait de ne pas les endiguer, annihile actuellement tous les sacrifices et autres appuis des partenaires sur le front de lutte contre le Vih. « C'est un frein à la réussite des 3-95 de l'Onusida. Si vous voyez quelqu'un qui refuse d'aller prendre ses médicaments, d'aller faire son dépistage, c'est parce qu'il a peur d'être stigmatisé ou discriminé dans la société et par la société. Et ça, c'est bien le combat que mènent les associations des PwVih et des personnes affectées par le Vih. C'est pourquoi, nous nous organisons maintenant pour mettre en place un front commun impliquant les décideurs, élus, partenaires et médias en vue d'enrayer la stigmatisation et la discrimination des Personnes vivant avec le Vih en République de Guinée ».

Ce phénomène prend de l'ampleur en Guinée puisque son terreau fertile est devenu la famille. « Nous venons d'apprendre que deux patients, abandonnés par leurs familles, sont couchés à l'hôpital national de Donka. Ceux qui le font, le font par ignorance parce qu'ils ne connaissent pas la maladie et ignorent comment elle se transmet. C'est pour cela qu'ils discriminent, stigmatisent et même rejettent les membres de leurs propres familles.

Être séropositif n'est plus aujourd'hui une fatalité. Le Vih ne tue plus. Il ne tue aujourd'hui que types de personnes : celle qui ignore qu'elle a la maladie et qui refuse de se faire dépister ou bien celle qui se dépiste et qui refuse son statut et quelqu'un d'autre qui accepte son statut et commence son traitement et l'abandonne par la suite. » Quant à la promotion et à la protection des droits des PwVih, le Gouvernement de la République de Guinée a conçu un projet de loi et l'a fait adopter par l'organe législatif de la transition, à savoir le Conseil national de la transition (Cnt). Il s'agit de la loi L/025. Celle-ci prévoit et punit tout patient qui infecterait volontairement une autre personne en bonne santé. Selon cette loi, la personne malade ne peut être rejetée ni dans son lieu de travail, ni au niveau d'une structure de santé ou dans un lieu public.

Mme Kadiatou Baldé Diallo ose croire que cette disposition législative ne connaîtra pas le triste sort de toutes les lois adoptées, promulguées et ratifiées, mais ne connaissent jamais un début de mise en œuvre. « Cette loi est vitale pour nous, membres de ce réseau et autres associations, partenaires, se battant dans le cadre de la lutte contre le Vih. C'est pourquoi, elle ne doit pas moisir dans les tiroirs et autres étagères des Cours et Tribunaux du pays », espère-t-elle.

GUINÉE ÉQUATORIALE



La ONG Buen Samaritano sensibiliza a los portadores del VIH para aceptar su estado serológico

Uno de los problemas que dificulta la lucha contra el VIH-SIDA, es la falta de aceptación de los enfermos o portadores de este virus, para que no sean rechazados en la sociedad. Para ello la sensibilización es el factor clave, tanto a los portadores del virus como a la población en general.



Fundado en el año 2003, la ONG Buen Samaritano, trabaja sin interrupción para apoyar y sensibilizar a los enfermos de VIH y tuberculosis. Así lo ha manifestado su Vicepresidenta, María Ángela Consuelo Benga Nguema, resaltando algunos de los retos de la ONG, para que los portadores del VIH-SIDA asuman la responsabilidad de su enfermedad y que luchen para salvar sus vidas. Ver a un enfermo de SIDA lograr salir de esta fase y volver a la fase de portador y se incorpore en la sociedad como un ciudadano de más, sin miedo a qué dirán la gente sobre mi estado de salud. “Es nuestro mejor logro” aseveró María Ángela; sin dejar de aludir algunos de los desafíos con que se enfrenta la ONG, cual es que los portadores de VIH dejen de esconderse y que acepten a ellos mismos y que se alzan sus voces sin tener vergüenza de su estado.

La Vicepresidenta de la ONG también ha recomendado

a un examen de conciencia a la población en general, sobre el manejo de la vida sexual de cada uno. Porque la salud es una, y solo uno mismo puede protegerse y cuidarse, asimismo” Si no hacemos un examen de conciencia, nuestra situación se agravaría más de lo previsto. Lo que necesitamos es que seamos más humanistas. Los presidentes de las comunidades y las ONG se deben involucrar más para apoyar al Gobierno en esta lucha que es responsabilidad de todos. Necesitamos a gente más formada sobre el sector y que estos sean embajadores de transmitir la información real sobre el VIH y también de las precauciones sobre todo de cómo se puede llevar una vida saludable siendo portador del VIH”.

María Consuelo también ha lanzado un mensaje a las familias que tienen portadores de VIH. “Me gustaría transmitir este mensaje a todas aquellas familias que tienen un portador del VIH, y aquellas personas que creen que es algo de brujería. Decirles que el VIH, es como cualquier otro virus, y que si nos cuidamos podemos llevar una vida saludable. A las familias que tienen a un portador del virus, que le apoyen porque la persona atraviesa una situación difícil, ya que cuando se entera de su estado de salud se deprimen y muchos de ellos pierden esperanza de vida.

Lo único que esta gente espera es la mano ayuda, alguien que le dice. “No pasa nada tú no estás solo vamos a superarlo juntos”. Lo menos que necesitan es que les culpamos por su estado de salud. Si tienes alguien en tu vida pasando por esta situación, apóyale cuida de él y demuéstrale lo mucho que te importa”. Sobre aquellos que siguen dudando del VIH atribuyéndolo como cuestión de la brujería, aconsejó que después de diagnosticarte el virus la mejor opción es empezar el tratamiento lo más pronto posible y nunca vayas a las curanderías, tampoco aquellas iglesias que te dicen que no tomas medicamentos que el Gobierno ofrece gratuitamente, porque lo único que estarías haciendo es ponerte tu vida en peligro. Mi recomendación es acudir al médico seguir todos sus consejos y ponerlos en práctica para salvaguardar tu salud. La ONG Buen Samaritano; también ofrece apoyo de productos de primera necesidad a los enfermos ingresados en las Unidad de Referencia de Enfermedades Infecciosas en los hospitales.

Reportaje:
Clemente Ela Ondo Onguene

MAROC



ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALCS)

Par Sofia FAGROUD

Une association pionnière dans la lutte contre le Vih au Maroc

L'éducation par les pairs est une approche développée au Maroc par des associations qui visent à réduire les comportements à risque. Parmi celles-ci : l'Association de lutte contre le Sida (Alcs) qui a soufflé, en mars dernier, sa 35e bougie.

Quand une personne pousse la porte de la clinique « Espoir » de santé sexuelle et reproductive mise en place par l'Association de lutte contre le Sida à Tanger, Chakib sera certainement dans les parages. Ce bénévole de 31 ans supervise les services dispensés au sein et en dehors de la clinique, notamment dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation. Il veille également sur tous les aspects médicaux et psychologiques. Chakib garde un œil sur les stocks, gère les rendez-vous, assure la fluidité des opérations de la clinique et traite les questions des bénéficiaires tout en maintenant la confidentialité des informations les concernant. « Je voulais faire partie de l'effort collectif visant à rendre notre communauté plus sûre et plus saine. Actuellement, le travail associatif, que certains considèrent comme une perte de temps, s'est intégré dans ma vie quotidienne, et je m'efforce toujours de contribuer au succès des activités de l'Alcs », dit-il.

Prévenir l'infection au Vih et aux hépatites virales, garantir l'accès des Personnes vivant avec le Vih (PvVih) aux traitements et aux services de prise en charge et défendre leurs droits ainsi que ceux des communautés les plus vulnérables à l'infection sont les trois objectifs que s'est assignée l'Association de lutte contre le Sida (Alcs). En mars 2023, cette structure a soufflé sa 35e bougie marquant plus de 3 décennies de lutte sur le terrain contre une pandémie, certes en perte de vitesse, mais

toujours présente.

Au Maroc, selon les données du ministère de la Santé et de la Protection sociale publiées en 2023, 21.200 personnes vivaient avec le Vih en 2022. La prévalence est de 0,08% dans la population générale et 760 personnes ont découvert leur séropositivité au cours de cette année, dont près de 30% sont âgées de 14 à 25 ans.

Toutefois, le président de l'Alcs, Mehdi Karkouri, note que « seules 79% des Personnes vivant avec le Vih connaissent leur statut sérologique et à peine 93% des personnes sous traitement antirétroviral avaient une charge virale indétectable six mois après le début du traitement. Deux chiffres en deçà des objectifs de l'accélération de la riposte fixés par l'Onusida pour l'éradication de l'épidémie à l'horizon 2030. »

Mot d'ordre : sensibilisation

Aujourd'hui, 40 ans après la découverte du Vih, le meilleur moyen de le combattre reste toujours la prévention. Dans ce sens, l'éducation par les pairs est une nouvelle approche adoptée par plusieurs associations dont l'Alcs. Celle-ci vise à réduire les comportements à risque. Ainsi, les changements de comportements sont introduits par les membres d'un groupe en l'occurrence les populations les plus vulnérables. Cette



approche cible les populations très exposées au risque d'infection au Vih à savoir les travailleuses du sexe, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et les usagers de drogues injectables.

A la section de Rabat, le programme de prévention est supervisé par Zouhair, 40 ans et salarié de l'Alcs. Avec ses collègues et des groupes de volontaires, il cible les jeunes dans les milieux scolaires et universitaires mais aussi dans les lieux de loisirs. Très souvent, ce qui démarre comme une action de sensibilisation contre le Sida finit en un cours sur l'éducation sexuelle. « Les jeunes connaissent le Sida, mais ont des pratiques qui les exposent au virus. L'une des raisons est que la question du Sida est toujours taboue et donc les jeunes n'en parlent pas avec liberté. Et c'est là que l'expérience des pairs donne de bons résultats pour faire baisser le taux d'infection. » nous explique Zouhair.

A noter que la prévention basée sur le changement de comportements en direction des populations très exposées au risque d'infection. C'est d'ailleurs une composante indispensable de la stratégie de lutte contre le Sida dans un pays à basse prévalence comme le Maroc (0,08%).
Toujours plus de tests de dépistage

Le dépistage est une étape cruciale de la lutte contre le Sida puisqu'il permet de briser la chaîne de transmission du Vih. Son intensification est d'autant plus importante que seules 79% des PVih au Maroc connaissaient leur statut sérologique en 2022. « Le dépistage effectué par l'Alcs est communautaire. Il est réalisé par des conseillers et des conseillères issu-e-s des communautés les plus vulnérables à l'infection. Toutes et tous sont conscient-e-s de leur appartenance à une même communauté. Leur fort sentiment d'appartenance et leur connaissance aiguë des habitudes et lieux de vie de leurs pairs, permet à notre association de dépister plus de la moitié des PVih alors qu'elle ne réalise que 10% des tests au niveau national », affirme le président de l'Association Mehdi Karkouri. En 2022, les équipes de l'Alcs ont réalisé 42.380 tests de dépistage du Vih dont 721 étaient positifs. Beaucoup passent par l'étape de déni avant d'accepter leur sérologie. Dans la section de l'Alcs d'Essaouira, Meriam, 39 ans, bénévole et médiatrice thérapeutique depuis 8 ans, se souvient d'un cas particulier. « C'était un jeune homme, la vingtaine, on venait de lui annoncer sa séropositivité. Il est devenu hermétique à ce que lui disaient les médecins, il refusait d'accepter sa sérologie. On l'a orienté vers moi et j'ai eu une séance d'une quarantaine de minutes avec lui au bout de laquelle il a fini par comprendre qu'il devait suivre une trithérapie. Je l'ai revu des années plus tard, et il va bien ».

L'Alcs dispose de 23 centres de dépistage anonyme et gratuit implantés dans 19 villes situées dans les corridors de vulnérabilité au Vih. En plus de ces centres, l'association dispose de 5 unités mobiles permettant aux personnes éloignées des grands centres urbains de bénéficier d'un dépistage anonyme et gratuit. Les conseiller-e-s de l'Alcs se déplacent régulièrement, muni-e-s de leurs malles de dépistage, dans des lieux fréquentés par les populations les plus exposées au risque d'infection.

Suivi des personnes infectées et des populations à risque
« L'infection au Vih est le début d'un chemin et non pas la fin ». Cette phrase, Meriam la répète souvent en tant que médiatrice thérapeutique dans la clinique de santé sexuelle et reproductive de l'Alcs d'Essaouira. L'Association dispose de 7 autres établissements du genre dans le Royaume. On y propose, entre autres services, un accompagnement psychosocial et thérapeutique pour les PVih. « La thérapie antirétrovirale continue d'améliorer la vie des personnes infectées par le Vih. Avec ce traitement, une personne séropositive peut s'attendre à ce que sa qualité de vie ne diffère pas de celle des personnes séronégatives. C'est pour cela que je veille à ce que les personnes atteintes quittent rapidement la phase de déni pour stopper la transmission ultérieure du Vih », explique Meriam. A Tanger, Chakib n'est pas peu fier d'avoir assisté des personnes séropositives pour reprendre confiance en elles. « Grâce à notre assistance, certaines personnes porteuses du Vih ont eu des enfants séronégatifs et c'est une consécration pour notre travail », ajoute-il.

Afin de répondre au mieux aux besoins des communautés les plus vulnérables à l'infection, l'Alcs fait preuve d'innovation. Mehdi Karkouri nous confie que « l'association envisage d'élargir la dispensation de la PrEP, un traitement médicamenteux qui empêche l'infection par le virus du Sida chez des personnes séronégatives, pour atteindre les régions éloignées des centres urbains au moyen de ses unités mobiles ainsi que de proposer la forme injectable de cet outil de prévention qui a fait ses preuves. Au Maroc la PrEP est disponible depuis 2017 uniquement dans les cliniques de santé sexuelle et reproductives de l'Alcs ».

Tant que le Vih est en circulation, les militant-e-s de l'Alcs resteront en première ligne. C'est le cas de Zouhair de la section de Rabat. Il promet de dédier son temps et ses efforts à la lutte contre le Sida. « Mon travail peut être psychologiquement éprouvant, mais j'en tire une énorme satisfaction et un sentiment du devoir accompli », lance-t-il.

MALI



Des efforts combinés ont permis de réduire les nouvelles infections au Vih

Par Tougouna A. TRAORE

Au Mali, grâce aux efforts du Gouvernement, des partenaires et des communautés, les nouvelles infections au Vih sont réduites. Toutefois, la Fédération malienne des Personnes vivant avec le Vih sollicite un appui technique et financier afin de pouvoir continuer à accompagner les PWih et de réduire davantage le taux des nouvelles contaminations.

En matière de lutte contre le Vih/Sida, le Gouvernement, des partenaires comme le bureau pays de l'Onusida et des communautés s'investissent en vue de réduire le taux des nouvelles infections et d'apporter une assistance aux Personnes vivant avec le Vih. Au Mali, malgré la crise politique, institutionnelle, sécuritaire, les différentes parties prenantes continuent d'œuvrer pour apporter des solutions. Le Haut conseil national de lutte contre le Sida (Hcnls) rapporte, qu'en 2022, au Mali, le nombre

de Personnes vivant avec le Vih (PWih) était de 119.326, soit 44.379 hommes et 74.947 femmes. Selon les prévisions, ce nombre sera de 119.070 en fin décembre 2023. Le Hcnls précise que le nombre de nouvelles infections au Vih en 2022 était de 6.208, dont 2.647 hommes et 3.561 femmes ; le nombre de décès de 4.891, dont 2.203 hommes et 2.688 femmes. Le Haut Conseil souligne que, selon les prévisions, le nombre de nouvelles infections au Vih en fin décembre 2023

sera de 5.803 avec 2.473 hommes et 3.330 femmes et le nombre de décès de 4.591, soit 2.089 hommes et 2.502 femmes.

Ces chiffres permettent de comprendre que les efforts du Gouvernement, des partenaires comme le bureau pays de l'Onusida et des communautés contribuent à la réduction du taux des nouvelles infections.

Dans une note mise à notre disposition par le bureau pays de l'Onusida, l'accent est mis sur « les services et les informations sur le Vih considérablement élargis à travers le pays auprès des femmes enceintes et de leurs enfants, des jeunes, des prisonniers, des hommes en uniforme et des personnes se trouvant dans des contextes humanitaires ». Il est aussi mentionné dans ledit document, « le soutien à l'élaboration du cadre stratégique national de lutte contre le Vih pour 2022-2026, qui est divisé par régions afin d'adapter davantage la riposte nationale au Vih aux besoins régionaux ; le renforcement du suivi communautaire grâce au renforcement des capacités des réseaux de personnes vivant avec le Vih pour un fonctionnement amélioré et un rôle accru dans la riposte au VIH ; entre autres ». Il nous revient également que l'équipe conjointe au Mali a soutenu l'expansion des services de lutte contre le Vih pour tous, y compris dans les contextes humanitaires, grâce au renforcement des capacités des prestataires de soins de santé et au renforcement des réponses communautaires au Vih.

La vice-présidente par intérim de la Fédération malienne des Personnes vivant avec le Vih, Mme Traoré Marie Koné, souligne que son organisation a vu le jour, le 19 novembre 2022, et a envoyé son plan d'actions au bu-

reau pays de l'Onusida afin qu'il puisse être amélioré et financé. « Si nous sommes des personnes clés, la lutte contre le Vih ne peut être menée sans nous, alors que parfois, nous sommes laissées pour compte. Nous avons surtout besoin des appuis techniques et financiers de la part du bureau pays de l'Onusida pour accompagner les Personnes vivant avec le Vih et réduire le taux des nouvelles contaminations. Déjà, nous jouons notre partition dans cette lutte à travers des séances d'information, de sensibilisation et autres », ajoute-t-elle.

Mme Traoré, mentionne que leur organisation est composée de plus de 60 associations sur l'ensemble du territoire national. « Nous nous occupons des personnes vivant avec le Vih. Nous leur expliquons les différents types de traitements et leurs importances. Nous faisons aussi la prise en charge psycho-sociale », explique-t-elle. Selon elle, leur Réseau travaille avec le bureau pays de l'Onusida qui renforce non seulement leurs capacités, mais les appuie aussi techniquement, financièrement et matériellement. Elle note que l'accompagnement du bureau pays de l'Onusida permet d'alléger leur souffrance. Selon Mme Mariam Touré, grâce aux auditeurs de cette Organisation des Nations Unies, les membres ont pu connaître les forces et les faiblesses de leur réseau afin de s'attaquer aux vrais défis. « Nous continuons à tendre la main au bureau pays de l'Onusida pour des séances de formation, le financement des projets et pour l'obtention d'autres matériels », sollicite Mme Traoré.

Si le chemin à parcourir reste encore long pour l'atteinte de l'Objectif de développement durable (Odds) en matière de lutte contre le Vih/Sida au Mali, force est de reconnaître que les différents efforts permettent de faire bouger les lignes vers des lendemains meilleurs.



MAURITANIE



SOS Pairs Éducateurs en pointe dans la lutte contre le Sida

Par Bakary GUEYE

En Mauritanie 9.089 personnes vivent avec le Vih. L'épidémie du Sida est de type concentré avec une forte prévalence au niveau des populations clés.

Le taux de prévalence du Vih est inférieur à 1% en Mauritanie. Mais, il est élevé chez les populations clés comme cela a été démontré par deux études bio-comportementales menées en 2014 et en 2019. En 2014, chez les trois groupes à risque, les taux étaient de 3% chez les prisonniers, de 9% chez les professionnels du sexe et de 44% chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (Hsh). En 2019, les taux étaient de 9% chez les professionnels du sexe et de 23,4% chez les Hsh.

Ainsi, malgré la faiblesse du taux de prévalence en Mauritanie, le risque de diffusion de la maladie reste important, selon le Dr Moustapha, représentant de l'Onusida en Mauritanie.

DÉTERMINATION ET ENGAGEMENT DES VOLONTAIRES DE SOS-PE

Pour faire face à cette situation toujours préoccupante, le gouvernement et les organisations de la société civile poursuivent la lutte avec l'intensification de la sensibilisation et l'adoption de certains mécanismes ayant trait à la prévention, au traitement et à la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des personnes atteintes.

Parmi les organisations les plus engagées dans la réponse figure SOS Pairs Éducateurs (SOS PE) constituée au départ de jeunes volontaires issus du quartier périphérique d'El Mina

(Nouakchott Sud). Cette Ong est reconnue par son engagement, son expertise avérée et sa longue expérience.

Son président Sy Djibril nous confie : « Depuis notre création, SOS Pairs Educateurs a évolué grâce à un engagement constant pour lutter contre le Vih/Sida en Mauritanie. Notre expertise s'appuie sur 24 ans d'existence sur le terrain des volontaires et une équipe dévouée et une approche basée sur les pairs, ce qui nous permet d'atteindre efficacement les communautés affectées et de travailler sur des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques ».

L'Ong adopte un mode opératoire original et efficace comme le souligne son président : « SOS Pairs Educateurs entretient des liens étroits avec des associations, Ong et organisations communautaires, collaborant étroitement pour mettre en œuvre des projets communs et renforcer leurs capacités d'intervention auprès des populations vulnérables. Au cours des trois dernières années, avec le soutien d'Expertise France, nous avons renforcé les capacités d'une dizaine d'Ong. Cette démarche se poursuivra dans les trois années à venir, en les finançant et en étendant le renforcement à 10 nouvelles organisations. Notre spécificité réside dans une approche de proximité avec les communautés : nous formons des éducateurs issus des groupes que nous aidons, créant ainsi une relation de confiance et une compréhension approfondie des

défis des populations clés. Nos initiatives se concentrent sur l'éducation, la prévention, le soutien psychosocial et l'accès aux soins ».

UNE STRATÉGIE ALLIANT PROXIMITÉ ET EFFICACITÉ

Cette stratégie basée sur un travail minutieux de proximité porte bien ses fruits. Selon M. Sy, « en 2023, l'impact de SOS Pairs Educateurs dans la lutte contre le Vih et l'hépatite en Mauritanie a été significatif. Depuis janvier, grâce à nos relais communautaires, 72 nouveaux cas de personnes vivant avec le Vih ont été identifiés, dont 38 sont déjà intégrés dans des programmes de soins. En parallèle, dans notre lutte contre l'hépatite, soutenue par la Fondation Espagnole ManosUnidas et l'Institut national d'hépatologie, 924 personnes ont été dépistées pour le Vhb. Sur ces dernières, 133 se sont avérées positives. Nous avons vacciné 751 personnes testées négatives contre le Vhb et 27 personnes positives sont maintenant suivies par l'Inhv. Ces actions ont grandement contribué à l'amélioration de la sensibilisation, de la prévention et du dépistage, tout en réduisant la stigmatisation et en facilitant l'accès aux traitements, renforçant ainsi notre rôle essentiel dans la lutte contre ces pandémies en Mauritanie. »

Ainsi, SOS PE offre aux malades des formes d'assistance variées. « Cette année, note Sy Djibril, nos unités de santé à Nouakchott, Nouadhibou et Rosso offrent une assistance incluant le dépistage du Vih, Vhb et de la syphilis. En cas de résultat positif, les patients sont intégrés dans les structures de prise en charge, recevant un traitement immédiat pour la syphilis par nos professionnels de santé. Au-delà des soins médicaux, SOS PE fournit un soutien psychologique et social essentiel, comprenant l'aide à l'adhésion au traitement antirétroviral et un accompagnement continu.

Pour l'hépatite B, SOS PE participe à la prise en charge des indigents testés positifs, notamment le coût de la charge virale ; ce qui constitue parfois un obstacle à la prise en charge complète et gratuite des porteurs du virus par l'Etat mauritanien. En 2023 et 2024, SOS PE prévoit de supporter 1800 personnes testées positives au Vhb.

Dans le contexte de l'initiative de prise en charge universelle de la santé en Mauritanie, « SOS PE envisage d'intégrer, à travers ses projets, 1000 personnes parmi les populations clés, PwVih, les indigents et autres groupes vulnérables dans ce système, renforçant ainsi notre engagement envers la santé et le bien-être des communautés que nous servons », soutient M. Sy.

Poursuivant, il fait savoir que dans la région de Trarza, SOS Pairs Educateurs, avec le soutien d'Expertise France et en collaboration avec l'Ong Santé Sud, a mis en place une clinique mobile. Ce projet vise à amener les services de santé directement aux villages éloignés et isolés, qui manquent de moyens de déplacement. « Cette initiative facilitera l'accès aux soins médicaux pour les communautés les plus difficiles à atteindre, témoignant de notre engagement à fournir des services de santé accessibles et efficaces », estime Sy Djibril.

Le secret de ce grand succès de cette Ong s'explique, entre autres, par le tissu relationnel exemplaire avec les patients.

En effet, note le président Sy : « Chez SOS Pairs Educateurs, nous cultivons des relations fondées sur le respect, la confidentialité et l'empathie. Nous collaborons étroitement avec les bénéficiaires pour concevoir des programmes répondant précisément à leurs besoins. Dans un souci d'efficacité et de confiance, notre recrutement privilégie, lorsque possible, des candidats issus des communautés servies et possédant les

compétences requises, renforçant ainsi notre engagement envers une approche communautaire et inclusive. »

EXPANSION DU CHAMP D'ACTION DE SOS-PE

Avec les succès notables engrangés au fil des ans, SOS PE a considérablement élargi son champ d'action et sa zone d'activités. Comme en témoigne son président : « En 2023, SOS Pairs Educateurs a significativement élargi son champ d'action au-delà de la zone initiale d'El Mina, s'étendant à diverses régions pour mieux servir les populations les plus vulnérables et marginalisées. Actuellement, nous opérons avec des projets et personnels dans trois régions majeures de la Mauritanie : Nouakchott (couvrant les neuf communes), Dakhlet Nouadhibou (incluant Nouadhibou et Chami), ainsi que Trarza (Ndiago et la Mougataa de Rosso) et Barakna (Boghé). Grâce au soutien d'Expertise France, nous prévoyons d'étendre encore nos interventions au début de 2024, en intégrant les régions de TirisZemour, Guidimakha, les deux Hodh, Gorgol, et Assaba. Cette expansion témoigne de notre engagement continu à atteindre et soutenir efficacement les communautés les plus affectées ».

Parlant des moyens et défis Sy Djibril affirme : « Nos moyens sont souvent limités par les ressources financières, mais notre passion et notre engagement comblent bien des lacunes. Les défis incluent la mobilisation de fonds, la logistique sur le terrain, et l'adaptation aux changements socio-politiques ». Des bénéficiaires s'expriment

Aliou Mohamed, agent communautaire du quartier de Lekreiga El Mina témoigne : « L'intégration à SOS PE a apporté des changements positifs dans ma vie. Le soutien que je donne et reçois m'ouvre de nouvelles perspectives, tant pour moi que pour ma communauté. »

Autre témoignage de ce bénéficiaire habitant à l'intérieur du pays : « Vivant dans un village isolé à 30 km de Ndiago, une nuit, ma femme enceinte de 9 mois a ressenti des douleurs. J'ai immédiatement compris qu'elle était en train d'accoucher. Sans moyen de transport, j'ai contacté le relais communautaire de SOS PE de notre village. En seulement 30 minutes, leur clinique mobile était là pour prendre en charge ma femme. Ils l'ont emmenée au centre de santé de Ndiago où elle a accouché en toute sécurité. Je n'oublierai jamais l'aide précieuse qu'ils ont apporté cette nuit-là. »

Ainsi malgré des moyens limités SOS PE sort nettement du lot et arrive à rendre de précieux services aux personnes vivant avec le Vih.



NIGER



79% des patients suivis par l'Ong Mvs ont eu une charge virale indétectable en décembre 2022

Par Fatouma Idé

Créée en 1994 par des professionnelles de la santé au Niger, l'Ong Mieux Vivre avec le Sida (Mvs) contribue à la réduction de l'impact des Ist/Vih/Sida par la prise en charge globale des communautés. Aujourd'hui, son directeur exécutif, Abdou Adamou, se réjouit des résultats obtenus. Surtout par rapport à la baisse de la charge. Car, en décembre 2022, 79% des patients suivis avaient une charge virale indétectable.

Quelques papiers entre les mains, le visage partiellement recouvert par un hijab (voile intégral), une dame fait calmement son entrée à l'Ong Mieux Vivre avec le Sida (Mvs) à Niamey. Telle une habituée des lieux, elle se dirige vers un bureau où on peut apercevoir deux femmes en blouse blanche. Après les salutations d'usage dans une atmosphère détendue, la porte se referme sur les trois femmes, la consultation va certainement commencer. Tous les jours, cette Ong accueille des hommes, des femmes vivant avec le Vih, qui, dans le cadre de leur traitement, sont régulièrement suivis par des professionnelles de la santé.

Première association de lutte contre le Sida au Niger, l'Ong Mvs, créée en 1994 par des professionnelles de

la santé, a pour objectif général de contribuer à la réduction de l'impact des Ist/Vih/Sida par la prise en charge globale des communautés. Selon Abdou Adamou, directeur exécutif de cette Ong, Mvs, qui a vu le jour dans « un contexte de vide en termes de réponse à la pandémie du Vih/Sida au Niger, répond à une préoccupation des jeunes sur le Vih et au désarroi des premiers cas de séropositifs identifiés au Niger. Faire dépister volontairement des hommes, des femmes et des enfants, suivre les personnes testées positives dans leur traitement est, depuis lors, une des préoccupations de cette structure que dirige Abdou Adamou depuis 2005.

« A la date du 31 décembre 2022, la file active est de 1732 patients suivis dont 1069 femmes et 663 hommes

», affirme-t-il. Il précise qu'au Niger, « le suivi des patients vivant avec le Vih se fait conformément aux recommandations de l'Oms et aux directives nationales de prise en charge. « Les patients sont suivis tous les 3 mois en ce qui concerne les résidents à Niamey et tous les 6 mois pour ceux qui habitent hors de Niamey. Cependant, nous sommes disponibles chaque fois que le patient nous sollicite », précise le directeur de Mvs.

A chaque visite de suivi, « un examen clinique et un bilan biologique sont faits ». Mieux, « au cours du suivi, deux examens biologiques importants sont effectués à savoir la charge virale et le taux de CD4 nous permettant d'apprécier l'efficacité du traitement antirétroviral (Arv) », ajoute-t-il.

L'autre réconfort, selon lui, est que « la majorité des patients respectent la prise des Arv, les consignes du traitement et les mesures préventives. À chaque visite, le rappel leur est fait, car la réussite du traitement en dépend ».

Le traitement en matière de Vih dure toute la vie. Abdou Adamou explique que les médicaments à leur disposition bloquent la multiplication du virus. « Le protocole thérapeutique actuel est très simplifié, puisqu'il s'agit de prendre un seul comprimé par jour. Ce médicament est actif sur les deux types de Vih (Vih1 et Vih2) et n'a pratiquement pas d'effets secondaires », affirme le directeur de l'Ong Mieux Vivre avec le Sida.

SEULE STRUCTURE COMMUNAUTAIRE DE PRISE EN CHARGE DES PWIH

Le suivi des patients pour la réussite du traitement est une contribution très importante de l'Ong Mvs dans la riposte du Vih/Sida au Niger. Actuellement, elle est la seule structure communautaire de prise en charge des PWih et des populations vulnérables. Il représente le 4e plus grand site de prise en charge des séropositifs au Niger.

Les 1732 patients sous traitement Arv bénéficient d'un suivi régulier. « La qualité de ce suivi au niveau de Mvs fait que 79 % de ces patients ont eu une charge virale indétectable en décembre 2022. Ce qui veut dire que 79% de ces patients ne transmettent plus le Vih/Sida ni à leurs partenaires sexuels ni à leurs enfants ou entourage », affirme Abdou Adamou.

Cet important résultat a été obtenu grâce aussi à la disponibilité des médicaments. En 2023, le Niger n'a pas connu de rupture de médicaments antirétroviraux (Arv). « Cependant, nous avons constamment des ruptures en ce qui concerne les anti IO (anti infections opportunistes) », précise le directeur de MVS.

L'Ong enregistre très peu d'abandon, mais connaît des cas appelés perdus de vue et qui sont régulièrement recherchés pour les sensibiliser.



Abdou Adamou, directeur exécutif de l'ONG MVS

SENSIBILISATION DES JEUNES

Les premières activités de Mvs portaient d'ailleurs sur la sensibilisation des jeunes à Niamey au niveau de son siège « Rivoli » situé sur une route animée par des professionnelles du sexe. A partir de 1999, Mvs a créé la première Cellule de prise en charge des personnes vivant avec le Vih/Sida au Niger. L'Ong a également mis en place, en 2002, le premier Centre de dépistage anonyme et volontaire (Cedav) au Niger et une cellule d'expertise en conseils sur les Ist/Vih/Sida (Econvisi) en 2004.

L'association a, par ailleurs, amorcé une décentralisation de ses activités par la création d'antennes SOS dépistage volontaires intégrant des unités de soins dans les régions de Tahoua (2003), Zinder (2004) et Agadez (2005). En 2006, des pools de formateurs régionaux en renforcement de capacités des acteurs de lutte contre les Ist/Vih/Sida ont également été créés dans les 8 régions du Niger. Malheureusement, faute de financements, les antennes régionales de Mvs ne sont plus fonctionnelles, explique Abdou Adamou.

L'autre difficulté de l'Ong est le fait que certains patients donnent de faux noms, de faux contacts téléphoniques. On a aussi des patients qui n'ont pas de téléphone. Ces situations ne permettent pas de retrouver le patient lorsqu'il est perdu de vue.

M. Abdou Adamou pense que les patients doivent respecter leurs Rendez-vous (Rdv) et prendre correctement leur traitement. Les mesures préventives qui leur sont enseignées complètent le traitement et contribuent à l'amélioration de leur santé. Selon le directeur de Mvs, « le traitement Arv est un traitement à vie. Même si on se porte très bien, on doit respecter la prise des médicaments, les Rdv et les mesures préventives ». C'est pourquoi, il demande aux patients de bien suivre leur traitement afin d'avoir une charge virale indétectable et de la maintenir pour leur propre santé et pour la santé des autres.

REP. DEM. DU CONGO



Ange Mavula plaide pour la prise en charge des communautés par l'Etat

Par Prince YASSA

Au cours d'un entretien, en prélude à la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, édition 2023, dont le thème est : « Confier le leadership aux communautés », le secrétaire exécutif national de l'Ong Ucop + (Union congolaise des Personnes vivant avec le Vih) a déploré le fait que l'Etat congolais soit totalement absent dans le fonctionnement des Ong. Seuls, a-t-il renseigné, les partenaires extérieurs viennent en appui aux Ong dans le cadre de la lutte contre cette pandémie.

Soutenant le rôle important des communautés dans la lutte contre le Sida en République démocratique du Congo, avec un taux de prévalence de 1,2%, le secrétaire exécutif national de l'ong Ucop + (Union congolaise

des Personnes vivant avec le Vih), Ange Mavula, a fait savoir que les Ong en Rdc ne fonctionnent que sur financement des partenaires extérieurs. « Aucun financement, ni dotation de l'État Congolais », a-t-il déploré d'un ton monté, appelant de tous ses vœux au changement.

Car, il estime qu'il est anormal que la lutte contre le Vih/Sida continue à être supportée par l'extérieur.

L'APPUI DE L'ÉTAT CONGOLAIS N'EST PAS SIGNIFICATIF

« Les appuis des partenaires diminuent chaque année, et viennent avec beaucoup d'exigences. Ils sont sensés venir en complément de l'appui de l'État, et comme cet appui de l'État est minoritaire, leurs priorités priment ; le principe de « la main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit », a-t-il indiqué, avant d'ajouter : « Il faut avouer que l'appui de l'État congolais n'est pas significatif. Normalement c'est lui qui devrait donner le gros, mais c'est le contraire ; logique inversée ! ».

Aujourd'hui sur le terrain, les Ong sont beaucoup plus présentes que l'Etat lui-même. Ce qui devrait l'interpeller et l'obliger à être conséquent à l'égard des Ong, qui sont ses partenaires.

... CONTRIBUER À LA QUALITÉ DES VIES DES PVIH

Ucop+ a pour mission de contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des PVIH par le renforcement des capacités institutionnelles, organisationnelles, techniques et opérationnelles de ses membres qui sont les organisations communautaires. « Sa politique de l'égalité de genre se traduit par le fait que plus de 70% des membres de la Conférence des délégués (Assemblée générale) sont des femmes. En outre, cinq (05) secrétaires exécutifs provinciaux sur 23 sont des femmes », a affirmé Ange Mavula.

Au niveau du secrétariat exécutif national, Ucop + a deux femmes qui travaillent comme assistante suivi-évaluation et Assistante financière. Cette organisation est présente dans 23 DPS, à savoir Bas Uelé, Équateur, Haut Katanga, Haut Lomami, Haut Uelé, Ituri, Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Kinshasa, Kongo Central, Kwango, Kwilu, Lomami, Lualaba, Maniema, Nord Kivu, Nord Ubangi, Sankuru, Sud Kivu, Sud Ubangi, Tanganyika et Tshopo. Ucop + est sous-réceptaire du Fonds mondial sur les aspects communautaires. Elle fonctionne avec un budget moyen annuel de 1 006 359,34 USD, provenant uniquement des bailleurs extérieurs.

AU FRONT PENDANT QUE ÇA TIRE, LES ONG SONT LÀ...

« Nous sommes le pont entre les communautés et les programmes de l'État ; là où l'État n'arrive pas, nous sommes bien présent », a fait remarquer le secrétaire exécutif national de l'Ucop +, un activiste et Expert en renforcement des systèmes communautaires, gestion des projets, droits et Vih, suivi dirigé par les communautés, ainsi que le plaidoyer.

Aussi, défenseur des droits des minorités (PVIH, jeunes, femmes, et populations-clés et vulnérables), Ange Ma-

vula, visiblement satisfait de l'accompagnement des communautés dans le travail que réalisent les Ong, avoue tout de même que le risque est grand, surtout dans les zones en conflit, contrôlées par les rebelles et les groupes armés.

Et même le Programme commun des Nations unies sur le Vih/Sida (Onusida) l'a reconnu dans sa dernière publication sur la Rdc. Préoccupée par des combats entre l'armée régulière et les groupes armés, l'organisation onusienne craint qu'ils ne perturbent et ne nuisent gravement aux services de traitement, de prévention et de soins pour les PVIH et touchées par le virus.

Dans les zones dépendant des établissements de santé de Rutshuru et Rwanguba où ont été signalés des combats intenses, le Programme national de lutte contre le sida (PnlS) au Nord-Kivu a recensé 1.155 personnes séropositives actuellement sous traitement, dont 102 femmes enceintes et 46 enfants. Ces derniers jours, de très nombreuses personnes ont fui ces zones face à l'escalade de la violence et la plupart ont pris la direction du sud vers Goma.

LA COMMUNAUTÉ DEVRA PRENDRE LA RELÈVE...

« C'est bien réfléchi maintenant que les partenaires se retirent petit à petit, c'est la communauté qui prendra le relais. C'est ça qui va consolider l'appropriation », a réagi le secrétaire exécutif national de Ucop +, sur la thématique, retenue dans le cadre de la commémoration de cette édition de la Journée mondiale contre le Sida.



SÉNÉGAL



FEMMES ENGAGEES DANS LA REPONSE AU VIH

Par
Maïmouna GUEYE

Zoom sur ces sentinelles dans la prise en charge communautaire au Sénégal

Si le Sénégal est très tôt parvenu à contrôler l'épidémie du Sida, il le doit en grande partie aux acteurs communautaires. Particulièrement les femmes séropositives qui ont aidé leurs pairs à accepter la maladie, le traitement antirétroviral, à prévenir les nouvelles infections. Focus sur ces sentinelles dont l'engagement ne faiblit guère dans l'accompagnement des membres de leurs communautés.

Métou. Nommons-la, ainsi, pour préserver l'anonymat qu'elle garde depuis bientôt 25 ans qu'elle a été testée positive au Vih. Toutefois, malgré la douleur ressentie à l'annonce de son statut sérologique, notre interlocutrice a choisi de faire face à cette maladie chronique. « J'avoue qu'au début c'était difficile, surtout la première année, parce que j'avais un bébé et je n'avais pas encore le résultat de son statut. Ainsi, j'étais angoissée. Mais dès que j'ai eu les résultats et que ma fille n'était pas infectée, je me suis dit que mon défi, c'est de ne pas mourir à cause du Vih », confie-t-elle, soulignant avoir intégré par la suite le Réseau national des personnes vivant avec le Vih (Rnp+) au Sénégal où elle s'est fait des amis. « J'avais des pairs sur qui je pouvais compter, avec qui je pouvais discuter, jusqu'à

ce qu'on crée l'association Aboya « And bokk yakaar » ou « Unies pour l'espoir ».

De 2001 à 2023, soit 22 ans, cette organisation a largement contribué à la réponse au Vih au niveau communautaire au Sénégal. « Aboya a aidé beaucoup de femmes vivant avec le Vih à accepter leur sérologie. Nous les avons aussi motivées à avoir confiance en elles et à se dire que vivre avec le Vih n'est pas une fatalité. C'est une maladie chronique comme toutes les autres. Il suffit de respecter son traitement pour avoir la même espérance de vie que quelqu'un qui n'a aucune maladie », soutient Métou. Des propos confirmés par Siga (nom d'emprunt), également présidente d'une association regroupant plus de 70

membres, fondée en 2004, et basée à Mbour (80 kilomètres au Sud de Dakar). Selon elle, le travail mené au niveau communautaire, surtout dans l'acceptation de la maladie, avec l'accompagnement moral, l'observance du traitement, est considérable. En effet, il n'est pas évident, souligne-t-elle, d'accepter son statut. D'où l'importance, relève-t-elle, du travail sur l'estime de soi qui pousse les personnes séropositives à se surpasser et à se considérer comme tout un chacun.

DES SÉROPOSITIVES DEVENUES DES MÉDIATRICES

« Nous avons également aidé ces femmes à développer des activités génératrices de revenus et participé à leur prise en charge », ajoute Métou dont l'association évolue dans les régions de Dakar (Ouest), Ziguinchor (Sud) et Saint-Louis (Nord). Elle précise qu'elles ont beaucoup contribué au Programme d'élimination de la transmission du Vih de la mère à l'enfant (Ptme). « Certaines parmi nous ont vécu la douleur de mettre au monde un enfant qui vit avec le Vih, de vivre avec un enfant séropositif. Avec notre association, nous avons aidé d'autres femmes à prévenir, à éviter la transmission mère-enfant à travers les causeries, des activités de sensibilisation, l'accompagnement-soutien et même des distributions d'Arv au niveau communautaire », souligne Métou qui se réjouit aujourd'hui d'avoir vu des femmes séropositives devenir « des leaders, des médiatrices dans les structures de prise en charge ». En plus, certaines d'entre elles « sont recrutées par le ministère de la Santé, l'Alliance nationale des communautés pour la santé (Ancs) dans le cadre du Fonds mondial, etc. », renseigne-t-elle, précisant que dans les sites de prise en charge, par exemple, les médiatrices jouent un rôle déterminant dans le dispositif des soins. « Elles servent d'intermédiaire entre le médecin et les patients. Parfois, elles jouent le rôle de dispensateur d'Arv (Antirétroviraux), de l'assistant social quand le préposé au poste est absent. Ainsi elles appuient et orientent les patients ». C'est le cas de Tina, une séropositive devenue médiatrice. Membre d'une association de femmes vivant avec le Vih, à Dakar, elle s'investit auprès des enfants dont certains ont perdu leurs parents pour les aider dans la prise de leurs médicaments, leur scolarité, entre autres. Grâce à son appui et son encadrement certains enfants « sous sa tutelle » ont grandi et ont pu développer leur carrière professionnelle. « Il y'en a même qui se sont mariés, parce que quand on respecte son traitement et que la charge virale est indétectable, on ne peut plus transmettre le virus », informe Tina.

FORMATION EN LEADERSHIP, DÉVELOPPEMENT PERSONNEL ET COUNCELLING

De l'avis de la présidente de l'association Aboya, les femmes qui l'ont intégrée sont formées en leadership, développement personnel, counselling, entre autres. « Elles sont devenues aujourd'hui des acteurs à part entière de la réponse », se satisfait-elle. D'ailleurs, cet engagement est bien apprécié par les responsables des sites de prise en charge, selon qui, témoigne notre interlocutrice, « si beaucoup de PVih ont accepté de venir à leur rendez-vous, de prendre leurs médicaments, de respecter la prise des médicaments, c'est parce qu'elles sont accompagnées par ces femmes et hommes ». Métou ajoute que, depuis des décennies, ces hommes et ces femmes vivant avec

le Vih ont accepté de partager leur vécu pour inciter les personnes nouvellement détectées positives au Vih à accepter leur statut et à suivre leur traitement. « Ces médiatrices et médiatrices ont d'ailleurs permis de réduire, de façon considérable, les perdus de vue », se félicite la présidente de l'association Aboya. Métou renseigne que la plupart d'entre elles « se connaissent, s'appellent, ont des groupes whatsApp ». Ainsi, si elles restent un moment sans voir ou entendre une des leurs, elles cherchent à entrer en contact avec elle pour s'enquérir de ses nouvelles. « Je pense que c'est un apport considérable dans la réponse », soutient-elle.

DES ASTUCES POUR UN MEILLEUR SUMI DU TRAITEMENT

Toutefois, les associations font face à des difficultés, surtout de la part des femmes qui n'ont pas partagé leur statut sérologique avec leurs conjoints et proches. Ainsi des astuces sont trouvées au niveau des associations pour éviter toute rupture du traitement. C'est le cas à Mbour, à environ 80 km au Sud de Dakar, où Siga (nom d'emprunt), présidente d'une association, fait part des stratégies mises en place pour assurer un meilleur suivi du traitement. Selon elle, il est conseillé aux malades de changer les boîtes ou de mettre les médicaments dans des sachets. Aussi certaines femmes, qui ne veulent pas recevoir les produits à domicile, profitent de leurs sorties pour les récupérer sur le chemin du marché, par exemple. « Parce que quand on commence le traitement, on ne l'arrête pas. C'est à vie », rappelle-t-elle.

Au niveau des îles du Saloum, dans la région de Fatick (Centre), une zone difficile d'accès, des stratégies sont également déployées par les associations pour atteindre les femmes. C'est ainsi que, lors de la crise sanitaire liée à Covid-19, rapporte Métou, des initiatives locales avaient été mises en place pour éviter toute rupture dans le traitement en rendant les Arv disponibles en permanence.

L'ÉQUATION DE LA PRISE EN CHARGE DES JEUNES FILLES SÉROPOSITIVES

Parmi les défis, la présidente de l'association Aboya cite « la prise en charge des jeunes filles qui vivent avec le Vih ». Etant entendu que « la plupart d'entre elles sont sexuellement actives », renseigne-t-elle, estimant qu'il est nécessaire de les « renforcer sur l'estime de soi, le leadership et d'essayer de les conscientiser davantage sur la maladie, sur leur vécu avec le Vih ». Métou plaide aussi pour qu'on leur fasse « comprendre qu'aujourd'hui elles peuvent vivre avec le Vih, avoir une sexualité responsable et même se marier avec une personne séronégative sans pour autant transmettre le Vih, de même que les jeunes garçons qui sont nés avec le Vih ».

L'instabilité des médecins, une bonne alimentation, la nécessité de promouvoir les activités génératrices de revenus au profit des femmes sont d'autres défis auxquels il faut s'attaquer, soutiennent les présidentes d'association interrogées.

TCHAD



L'appui d'une Ong orienté vers la jeunesse

Par Noubadoumbaye
TALOMADY

Le Tchad est classé parmi les pays les plus pauvres du monde, avec un secteur primaire important où prédominent le secteur pétrolier. Devant relever un certain nombre de défis, il fait aussi face à des difficultés d'ordre sanitaire et socio-économique telles que la lutte contre le Vih-Sida, surtout chez les jeunes et les adolescents.



L'ÉQUIPE DU CENTRE DE SOLIDARITÉ DES JEUNES POUR LA FORMATION ET LE DÉVELOPPEMENT.

Pour aider le gouvernement dans la lutte contre les Infections sexuellement transmissibles (Ist) et le Vih/Sida, la réponse des Ong doit s'adapter à la politique nationale en la matière. C'est ainsi que le Centre de solidarité des jeunes pour la formation et le développement (Csjefod) perpétue sa campagne de sensibilisation accompagnée de tests gratuits de dépistage du Vih en faveur des adolescents et des jeunes au quartier Goudji dans le 10e arrondissement de la ville de N'Djamena. Cette campagne est un élément de priorisation de la lutte contre le Vih Sida dans ce milieu.

« Vacances saines et responsables : Sans grossesse, sans Vih ». C'est à travers ce slogan que cette campagne, qui a eu lieu, du 25 juillet au 25 septembre 2023, a été

lancée. Cette activité est à inscrire à l'actif de l'Unicef et du Conseil national de lutte contre le Sida (Cnls). Le Csjefod a déroulé la caravane de sensibilisation accompagnée des tests de dépistage du Vih grâce à des causeries éducatives et des jeux concours. Les artisans de ce nouveau cadre de sensibilisation optent pour « une guerre totale », s'articulant sur la multi-sectorialité et des paquets d'activités pour une prise de conscience des adolescents et des jeunes par rapport au Vih.

D'une manière générale, les objectifs et stratégies prioritaires du Centre de solidarité des jeunes pour la formation et le développement sont relatifs à une riposte adéquate au Vih.

LE DÉPISTAGE, UN DÉFI MAJEUR

Le centre se singularise par la place accordée aux jeunes et adolescents face à leur vulnérabilité à l'infection à Vih et au Sida.

Le chargé de programme du Csjefod, Nodjiadoum Nestor, a souligné que son équipe fait des descentes sur le terrain dans les 10 arrondissements pour sensibiliser les jeunes sur l'importance du dépistage. « Puisque pendant les vacances les jeunes sont trop libres, c'est la période la mieux indiquée pour les occuper par des activités éducatives afin d'éviter la contamination aux Ist/Vih/Sida », a-t-il expliqué.

C'est en 2007 que le Centre de solidarité des jeunes pour la formation et le développement a été reconnu officiellement par les autorités tchadiennes. Mais, c'est en 2012 qu'il a reçu une autorisation d'œuvrer comme Ong de droit tchadien.



TOGO



LUTTE CONTRE LE VIH AU TOGO

Par
Ambroisine MEMEDE

Des personnes et des associations se démarquent

« Rien ne peut se faire sans nous. Nous sommes les personnes directement concernées et nous sommes aussi assez crédibles », soutient Augustin Dokla, président du Réseau des associations de Personnes vivant avec le Vih (RAS+) au Togo. Un pays où des hommes et des femmes s'investissent dans leurs organisations respectives pour apporter soutien et réconfort aux Personnes vivant avec le Vih.

Mathilde Akoh, âgée de 33 ans, assistante sociale et mère de deux enfants, prépare une table ronde pour une meilleure visibilité de ses actions. Personne vivant avec le Vih (PWih) depuis l'âge de 16 ans, elle s'est engagée, depuis quelques années, à conseiller les jeunes filles et leur servir de personne ressource pour bénéficier de conseils, afin d'éviter les erreurs qui l'ont conduite au Vih. « C'est ma lutte aujourd'hui. Je suis comme un repère pour les jeunes filles. Je raconte mon histoire en leur faisant comprendre que je suis passée par là et qu'elles n'ont pas besoin de faire les mêmes erreurs. Je leur dis : "je suis disponible si vous avez besoin de

conseils. Je partagerai avec vous le peu que j'ai tiré de ma petite expérience" », raconte-t-elle.

Après la découverte de sa séropositivité, Mathilde n'a pu informer ses parents qu'un an après, suite à une longue maladie qui a failli l'emporter. « J'ai pu m'en sortir grâce au soutien de mes parents. Et si le Seigneur m'a donné une seconde chance, c'est pour que ma vie serve de témoignage à d'autres », dit-elle.

Elle tire de son expérience pour bâtir sa stratégie de lutte sur deux axes : aider les adolescentes et jeunes filles à éviter toute infection, et soutenir les femmes vivant avec

le Vih à lutter contre la maladie, garder un bon moral et être autonomes.

Elle préside aujourd'hui la section togolaise de la Communauté internationale des femmes vivant avec le Vih, creuset au sein duquel elle accueille ses congénères à bras ouverts, le cœur disposé. « Une fois par trimestre, notre association sert de cadre de rencontre et de partage, creuset où l'écoute et le soutien mutuel constituent le meilleur partage. Nous faisons également des activités culinaires, ce qui nous rapproche énormément, et chacune repart légère, avec l'impatience de la prochaine rencontre. Nous sommes une trentaine de membres et les adhésions sont toujours ouvertes », confie Mathilde. Elle souligne que « certaines femmes portent des charges émotionnelles tellement lourdes qu'elles n'arrivent à se libérer qu'en communauté, en écoutant l'histoire des autres. D'où l'importance du travail communautaire dans la réussite du traitement. Nous sommes amenés à vivre avec le Vih, mais nous pouvons venir à bout du Sida ».

« NOUS SOMMES DIRECTEMENT CONCERNÉS »

Même combat au sein de RAS+ Togo, un réseau de 20 associations de Personnes vivant avec le Vih créé en 2001. Au plan national, les actions de cette entité touchent essentiellement les organisations qui interviennent auprès des populations, avec une branche appelée « Observatoire des droits humains Vih », entièrement orientée vers la lutte contre la discrimination et la stigmatisation. « Nos interventions apportent des éléments factuels pour corroborer les données que nous avons par rapport à la stigmatisation, à la discrimination et aux violences basées sur le genre sur les PwVih, sur les populations clés », soutient Augustin Dokla, président de RAS+.

Le rapport 2022 présenté par l'association indique que 43.505 personnes ont été sensibilisées sur des ques-

tions de droits humains et Vih. En termes de médiations sociales, 278 cas (problèmes de couple, affaires professionnelles, affaires familiales, etc.) ont été suivis et résolus.

« En termes de projections aujourd'hui, nous comptons continuer sur cette lancée et surtout travailler sur l'environnement favorable (rendre les conditions de travail et les milieux de soins exempts de stigmatisation et de discrimination) pour continuer à implémenter et continuer par toucher toutes les populations et ne laisser personne sur le carreau », indique-t-il.

« Rien ne peut se faire sans nous. Nous sommes les personnes directement concernées et nous sommes aussi assez crédibles », atteste Augustin Dokla.

ASDEF : 20 ANS DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

« Le parcours n'a pas été facile, mais Dieu aidant, avec certains de nos partenaires, on a pu apporter notre soutien à la communauté jusqu'à ce jour. Et tant qu'on aura le souffle de vie, on continuera la lutte contre le Vih », indique Éric Guun, président du comité exécutif de l'Association de soutien au développement et à l'éducation de la jeune fille (Asdef).

Touché par le décès de sa tante, il a fait sienne cette lutte : « Bien qu'étant membre de l'Asdef, elle a caché son statut (par amour ou ignorance), ignorant que son mari prenait son traitement en cachette. Touchée par la maladie, elle finit par en mourir... Cela a renforcé ma détermination à orienter mes actions vers la prise en charge médicale des PwVih, l'éveil de conscience chez les jeunes filles et le changement de comportement », souligne M. Guun.

Ce dernier plaide en faveur des patients : « Les antirétroviraux sont gratuits certes, mais certaines PwVih n'ont rien à manger avant d'avaler le produit », révèle M. Guun.



Une activité de sensibilisation dans les Plateaux

Parole

D'EXPERT



Mme Hélène Badini
Conseillère régionale Egalité et Droit pour tous

- Cette année ONUSIDA met en avant le travail des communautés sur le terrain. De qui s'agit-il ?

H.B : Certaines personnes pourraient penser que les communautés sont celles qui sont visibles dans nos pays respectifs et l'on pourrait penser en premier aux associations de personnes vivant avec le VIH ou aux réseaux nationaux. Certes ils font partie des communautés mais les communautés représentent bien plus que cela. Ce sont les groupes que nous retrouvons dans les villages qui s'engagent dans la réponse au VIH. Par exemple les pairs éducateurs, les femmes vivant avec le VIH qui s'organisent pour soutenir d'autres femmes séropositives afin d'accéder au traitement, il y a aussi les jeunes formés à la sensibilisation qui œuvrent sur terrain auprès d'autres jeunes. Dans les communautés, nous retrouvons aussi les réseaux de religieux ou les chefs traditionnels engagés dans la lutte contre le Sida. Bref, ce sont des groupes formels et informels qui agissent dans les quartiers ou dans les villages à petite échelle mais qui contribuent énormément à la réponse.

Donc, quand on parle de communauté on prend en compte les ONG, les associations de lutte contre le Sida et celles actives dans la défense des droits humains, les associations actives dans la prévention, les associations actives dans la prise en charge et aussi celles qui font le lien entre les populations et les structures de santé. En somme, nous voulons valoriser tout le travail qui est fait par les organisations non-gouvernementales et qui viennent en appui aux efforts des gouvernements dans la lutte contre le Sida.

- Dans quelle mesure, la collaboration entre différentes communautés est-elle importante dans le combat contre le VIH ?

H.B : Justement nous voulons mettre en valeur l'apport de chaque communauté pour un objectif commun. Il y a une synergie entre les organisations communautaires et les structures gouvernementales. On sait que beaucoup d'associations et de réseaux travaillent dans les hôpitaux. Ils aident le personnel de santé dans le suivi et font le lien entre les structures de santé et d'autres structures communautaires. Dans plusieurs pays, il y a des organisations communautaires qui délivrent les médicaments, qui font le suivi à domicile et rapportent aux structures de santé auxquels les patients sont référés. Toutes les parties contribuent à la réponse nationale et générale au VIH.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA 2023

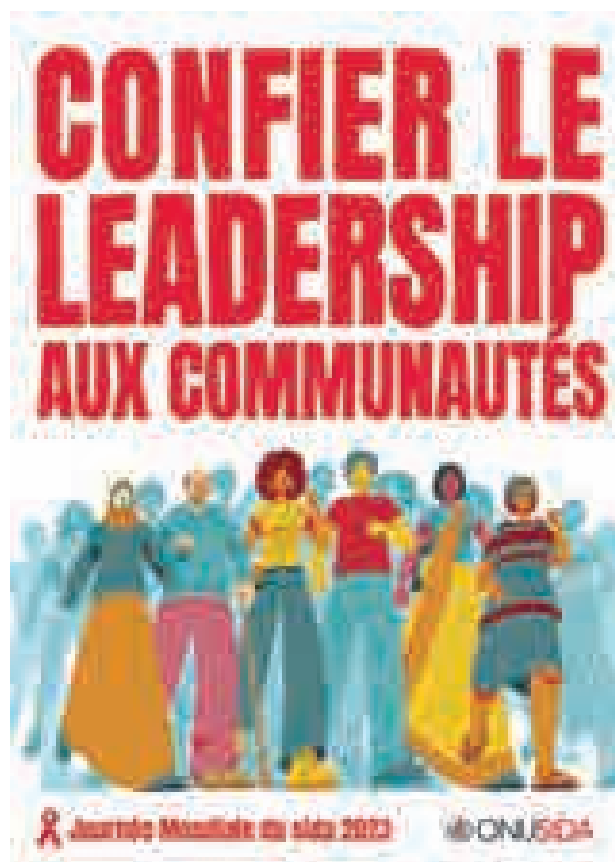
CONFIER LE LEADERSHIP AUX COMMUNAUTÉS

Le monde peut mettre fin au sida, avec des communautés qui montrent la voie. Les organisations communautaires de personnes vivant avec le VIH, exposées au risque ou touchées par le virus sont en première ligne des progrès de la riposte au VIH. Les communautés relient les personnes aux services de santé publique centrés sur la personne, instaurent la confiance, innovent, surveillent la mise en œuvre des politiques et des services et responsabilisent les prestataires.

Toutefois, les communautés sont freinées dans leur leadership. La raréfaction du financement, les obstacles politiques et réglementaires, les contraintes de capacité et les mesures de répression sur la société civile et les droits fondamentaux des populations marginalisées entravent les progrès des services de soins et de prévention du VIH. Si ces obstacles sont éliminés, les organisations dirigées par des communautés peuvent donner encore plus d'élan à la riposte mondiale au VIH, en multipliant les progrès pour mettre fin au sida.

Cette Journée mondiale de lutte contre le sida est bien plus qu'une célébration des réalisations communautaires ; c'est un appel à l'action pour émanciper et soutenir les communautés dans leurs rôles de leadership. La Journée mondiale de lutte contre le sida 2023 soulignera que pour libérer tout le potentiel du leadership communautaire pour mettre fin au sida :

- les rôles de leadership des communautés doivent être au cœur de tous les plans et programmes de lutte contre le VIH, ainsi que dans leur rédaction, leur budgétisation, leur mise en œuvre, leur suivi et leur analyse. « Rien pour nous sans nous. »
- les rôles de leadership des communautés doivent être financés de manière complète et fiable pour permettre l'élargissement requis, et être correctement soutenus et rémunérés. « Ne pas mettre fin au sida coûte plus cher que d'y mettre fin. »
- les obstacles aux rôles de leadership des communautés doivent être éliminés. Un environnement réglementaire favorable est nécessaire pour faciliter le rôle des communautés dans la prestation des services de lutte contre le VIH, pour garantir l'espace de la société civile et pour protéger les droits humains sans exception, y compris des communautés marginalisées, pour faire avancer la riposte au VIH dans le monde. « Abolir les lois discriminatoires, adopter des lois protectrices. »



Les communautés sont à la tête de la Journée mondiale de lutte contre le sida et, dans le monde entier, façonnent les événements et personnalisent les appels détaillés en fonction de leurs besoins spécifiques. Les photos et les vidéos partagées par des groupes sur les réseaux sociaux et agrégées par l'ONUSIDA permettront au public de se rendre compte de la multitude de manifestations organisées dans un esprit de détermination et d'espoir et d'entendre les appels à l'action de ces communautés.

Le changement ne dépend pas d'un moment, mais d'un mouvement, le message « Confier le leadership aux communautés » s'inscrira dans la durée. Il sera au cœur des activités qui se développeront tout au long du mois de novembre. Vous verrez la publication du Rapport de la Journée mondiale de lutte contre le sida, intitulé Confier le leadership aux communautés, fin novembre, atteindre un crescendo lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida le 1er décembre et continuer à faire écho tout au long du mois de décembre et au-delà.

« Il est possible de mettre fin au sida, c'est à notre portée », a déclaré la Directrice exécutive de l'ONUSIDA, Winnie Byanyima. « Pour emprunter la voie qui met fin au sida, le monde doit confier le leadership aux communautés. »

Celebration journée mondiale du Sida, édition 2023 dans notre région









REMAPSEN

Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement.



Tous les articles ont été rédigés par les membres du **REMAPSEN**

Directrice de rédaction Jeanne SECK

Imprimerie la Rochette

Une production du bureau de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre
Immeuble CETAMIL, Complexe SICAP, Point E, BP 5748 - Dakar-Fann (Sénégal)

